

SODECOTON

Projet DPGT - Développement Paysannal et Gestion de Terroirs

GESTION DE TERROIRS ET GESTION DE RESSOURCES NATURELLES

Rapport deuxième semestre 1996 (01/7/95 - 01/12/96)

André Teyssier, Hamadou Ousman

Le volet « Gestion de Terroirs / Gestion de Ressources Naturelles » comporte trois axes d'intervention :

- Gestion de Terroirs
- Gestion de l'Eau
- Gestion de l'Arbre

1°) Gestion de Terroirs

1.1. °) Rappel de la démarche

L'approche « gestion de terroirs », mise au point au cours de la première année d'exercice, applicable pour chaque grappe de village, comprend 5 phases :

- **Information auprès des acteurs locaux** (administration, chefferie, agriculteurs, éleveurs,...)
- **Connaissance de l'espace** : participation de l'animateur aux études ORSTOM, enquêtes complémentaires portant sur des thèmes liés à des actions en préparation ou en cours, enquêtes dans les villages proches du terroir étudié par l'ORSTOM.
- **Préparation aux interventions** par :
 - . *une phase d'auto-analyse* : dialogue avec les acteurs locaux sur les problèmes rencontrés par le village, sur les causes telles qu'elles sont perçues localement, sur les solutions déjà entreprises par les paysans et sur les solutions à entreprendre avec le projet ;
 - . *une phase de programmation concertée* : proposition d'un « menu » d'interventions aux différents groupes d'acteurs présents dans une grappe de village, enregistrement des réactions des producteurs par rapport à chacune des réactions, décision villageoise de réaliser, de modifier ou de refuser les propositions d'intervention, planification dans le temps (plan de développement) et dans l'espace (schéma d'aménagement) des différentes actions retenues, réflexion sur le montage financier des futurs investissements.
- **Réalisation des actions et des aménagements.** Un programme de réunions d'exécution et de suivi des réalisations est défini par l'animateur avec les groupes de population concernés par les différentes actions.
- **Suivi-évaluation des réalisations.** Ces évaluations sont effectuées par les acteurs locaux, avec l'aide de l'animateur, qui organise et met en forme les réactions des usagers du terroir par rapport aux actions et aux aménagements en cours, en vue de leur poursuite, d'une nouvelle formulation ou d'un abandon pur et simple.

Des fiches de suivi sont en service. Elles permettent une supervision à tout moment et sont utilisées comme « tableaux de bord » par l'animateur.

La méthode que nous avons retenue est une démarche croisée entre un regard externe (les études de l'ORSTOM) et une réflexion paysanne sur les problèmes et l'avenir de leur terroir. L'objectif recherché par cette démarche est une conception des interventions qui combine les idées apportées par le projet et les différents points de vue des acteurs locaux. L'enjeu est de parvenir à une appropriation de chaque activité de développement par les différents groupes qui constituent un village.

1.2.°) Terroirs de l'Extrême-Nord

Sirlawe

Actions en cours, résultats

Mare

Le cheptel potentiellement utilisateur de cette mare comprend 1300 boeufs et 3200 petits ruminants, soit l'ensemble du bétail appartenant à un peu plus de 2100 personnes. Cette mare, d'un coût initialement estimé à 6.000.000 CFA, est cofinancée par le village à hauteur de 30 %. 1.718.000 CFA ont été réunis localement. Cette somme comprend la participation du GIC (1.000.000 CFA), celle du comité de développement —le CODESIR— (537.000 CFA) et enfin, la cotisation des futurs usagers (181.000 CFA). Les cotisations individuelles étant de faible importance, il a été décidé lors de la dernière assemblée générale du comité de développement une deuxième collecte suivant un nouveau barème.

Entre temps, les élites du village ont été saisies par lettre du comité de développement pour une quête complémentaire de 5.000 CFA par notable. Nous ne connaissons pas encore le montant de cette collecte.

Cette mare d'environ 16.000 m³ n'a été creusée qu'à moitié tant ce chantier a été retardé par la lenteur de la participation financière locale et par la faible disponibilité des engins. Un mois avant les pluies, nous avons loué un bulldozer à la société SETUBA afin de tenir nos engagements vis-à-vis de la population, mais les coûts initiaux de creusement se sont envolés. Le prix de la location de cet engin a atteint 18.600.000 CFA¹ auxquels il faut ajouter la prestation SODECOTON (approvisionnement en carburants, contrôle du chantier, déplacement des engins,...), ce qui porte le coût unitaire de creusement à environ 2.500 CFA/m³ !

Cette mare s'est rapidement remplie dès les premières pluies et a eu un effet positif inattendu. La zone où elle a été creusée est systématiquement inondée par une nappe d'eau de faible profondeur. La mare a permis de drainer toute la zone y compris une portion de la piste Tchatali / Doukoula, habituellement coupée.

Un règlement d'utilisation de la mare a été élaboré ; il ne sera revu qu'après la fin du chantier, reportée à l'année prochaine si les cotisations complémentaires entrent effectivement dans la caisse du compte mare.

Régénération du parc à *faidherbia albida*

Un appui à la constitution et à la régénération du parc à *faidherbia albida* a testé une réponse —partielle— aux problèmes de fertilité. Il s'agit, pour le cultivateur, de repérer des pieds de *faidherbia*, d'en sauvegarder une partie et de les déclarer à l'animateur. En contrepartie, le projet DPGT, à défaut du GIC, verse une incitation financière de 100 CFA par plant protégé :

¹ Dont 5.940.000 CFA dus à un problème de facturation (écart entre pointage SETUBA et pointage SODECOTON).

50 CFA la première année, 25 la deuxième et 25 la dernière. Un contrôle de ces déclarations sera effectué par échantillonnage.

Le recensement des jeunes pieds de *faidherbia* à Sirlawé a duré du 11 au 25 juin 1996 soit 15 jours. Trois personnes ont été recrutées au côté de l'AGT. Tous les quartiers de Sirlawé ont été concernés par ce comptage. Les jeunes arbres répertoriés ont été marqués à la peinture rouge pour être bien visibles lors de la deuxième année de l'opération. Les surfaces sur lesquelles ils sont disséminés ont été également évaluées.

Année	<i>Faidherbia</i> préservés	Surface (ha)	Densité à l'hectare	Nombre de participants	Nbre de <i>faidherbia</i> semés	Coût de l'opération
94/95 ²	364	286,76	1,26	-	-	-
96/97	2024	106,75	18,22	116	35	127.600 CFA ³

Plusieurs séances d'information et réunions d'exécution ont été nécessaires pour le lancement de cette opération. Les paysans connaissent bien les avantages du *faidherbia albida*, son utilité sur les plans agricole et fourrager, mais ils n'ont jamais pris l'habitude de garder plus de jeunes pieds dans leurs champs pour plusieurs raisons :

- Les jeunes touffes gênent les labours en culture attelée, voire le sarclage.
- Dans les champs éloignés des cases, surtout dans le cas du sorgho repiqué (*babu*), les arbres abritent les oiseaux granivores.
- Paysans et techniciens ne perçoivent pas l'avenir et le développement de la même manière. Les producteurs sont victimes de faits (pauvreté des sols, difficultés en matière d'élevage, manque d'argent...) dont les solutions à long terme leur échappent. Le *faidherbia* devient utile à l'âge adulte. Attendre 10 ans pour profiter des avantages de cet arbre ne les motive pas vraiment. C'est pourquoi ce « catalyseur » par la pièce de 100 CFA a été jugé nécessaire à Sirlawé et ailleurs.

Cette action est sans doute celle qui a le plus intéressé les cultivateurs de Sirlawé. Il s'agit d'appuyer une pratique pour laquelle ils sont tout à fait familiers et de créer un réflexe grâce à l'apport d'une somme modique pour chaque arbre protégé.

Le nombre de plants préservés a été limité par le retard de notre intervention. Dorénavant, cette action démarrera un peu avant le nettoyage des parcelles habituellement effectué en mars.

Acacia senegal

Avec 1 kg de semences offertes par le projet, 29 agriculteurs se sont lancés dans la plantation de gommiers. 752 arbres ont été plantés sur environ 1 ha.

Les plants ont été produits, avec un taux de réussite d'environ 50 %, par les deux pépiniéristes de la région, formés par le projet. Ces plants ont été vendus 15 CFA pièce, les sachets étant subventionnés par le GIC de Sirlawé.

² Comptage effectué par l'équipe ORSTOM lors de l'étude de terroir. Seuls les grands arbres ont été comptés.

³ soit 62 CFA le plant.

L'offre n'a pas suffi à la demande : des disputes se sont déclenchées lors de la vente des plants. Cette action sera évidemment reconduite. De nouvelles pépinières sont prévues pour le premier trimestre 1997.

Gestion de forages

En appui à la FORACO, le projet DPGT a tenté de réhabiliter la gestion des points d'eau à Sirlawe. Depuis octobre 1996, une gestion commune des forages et des puits est instaurée à l'échelle du village de Sirlawe, en dépit des protestations des notables qui s'étaient appropriés ces forages.

Un bureau s'est formé : il coiffe les anciens comités de gestion mis en place par les animateurs FORACO et a décidé d'un système de cotisations mensuelles d'un montant de 50 CFA/personne. Le rôle des différents responsables reste à définir.

Extension vers les villages voisins

Mare

A Dadjamka, Toungouï et Bobaye, plusieurs réunions se sont tenues afin d'expliquer les raisons et le bien-fondé d'un cofinancement proportionnel à la taille du bétail de chacun. Le principe de ces cotisations est désormais accepté et deux élites sont chargées du recouvrement. Nous pouvons parier sur un acquittement des cotisations individuelles repoussé jusqu'à la vente du coton. Les deux AVA de Dadjamka et de Bobaye vont débloquer 1.000.000 et 500.000 CFA avant la fin de l'année.

Il a été proposé que ce chantier se fasse en HIMO (Haute Intensité de Main-d'Oeuvre), ce qui a été accepté par les villageois si le projet garantit une rémunération journalière minimum de 1.500 CFA/m³.

Régénération du parc à faidherbia

Il est prévu de passer à la préservation de 60.000 arbres en 1997 (au lieu de 2.000 en 1996) compte tenu de réactions paysannes extrêmement favorables. Cette action s'étend notamment à une dizaine de villages autour de Sirlawe.

Le coût de l'opération est raisonnable surtout si l'on prend en considération les valeurs fourragère et fertilisante de cette essence.

Le détail de cette extension est présentée en annexe n°1.

Obstacles

Si les agriculteurs de Sirlawe restent accrochés à l'espoir de subventions, si les relations des villageois avec leur chef ne se sont toujours pas améliorées, l'AGT a néanmoins pu constater une évolution sensible de sa perception au village : la participation aux réunions est plus significative et des décisions y sont prises. Sans doute les habitants de Sirlawe sont-ils rassurés par

la capacité d'intervention du projet : la mare est partiellement creusée, l'opération *faidherbia* a apporté un peu d'argent en pleine période de « soudure ».

Perspectives pour le premier semestre 1997

- Extension importante —de 2.000 à 60.000 arbres— de l'action sur la régénération du parc à *faidherbia*.
- Poursuite du programme de plantation de gommiers et formation de pépiniéristes.
- Finalisation de l'enquête complémentaire sur la gestion des céréales en milieu tupuri.
- Le montage financier, et notamment l'organisation de la cotisation individuelle, pour la contribution au creusement de la mare de Dadjamka sera poursuivi.
- Dans la mesure où la démarche « gestion de terroirs » est ralentie à Sirlawe par des problèmes que nous ne pouvons pas maîtriser, il est envisagé que l'AGT Sirlawe assiste périodiquement l'AGT Moulvoudaye pour l'aménagement du *yaere* de Guibera, essentiellement exploité par des agriculteurs tupuri.

Balaza

Actions en cours, résultats

Autofinancement de greniers communs

Les objectifs de cette opération sont les suivants :

A court terme :

- procurer deux revenus (monétaires ou en céréales) pour une même production au cours d'une année ;
- améliorer le niveau de vie des exploitations productrices de coton ;
- assurer une plus grande sécurité alimentaire et une marge de manoeuvre financière plus large ;
- casser le cycle de l'endettement annuel en favorisant l'épargne en nature pour éviter le recours à des crédits usuraires et pour conserver les moyens de production.

A plus long terme :

- améliorer la gestion des exploitations productrices de coton en les familiarisant aux pratiques d'épargne et de stockage.

Suite à des séances d'explication ayant recours à une série de dessins réalisée par l'animateur, 4 groupements de producteurs de coton ont opté pour cette proposition et ont préfinancé le stockage pour un montant total de 3.300.000 CFA. Il s'agit des AVA de Balaza, de Yaere Ouro Malloum, de Diguir Meremre et du GIC de Kodek.

Le mil a été stocké, non pas dans des greniers créés pour l'occasion, mais dans des *saare* appartenant à des particuliers et réfectionnés (crépis, toiture, sol cimenté) sur avance de l'AVA.

En tout, 424 sacs, essentiellement de *muskuwaari*, soit un peu plus de 40 tonnes. Les stockeurs avaient deux possibilités pour le retrait de leurs sacs :

- ils remboursent intégralement et sans aucun crédit l'avance reçue de l'AVA ainsi que les frais de stockage, et ils récupèrent leurs sacs pour leur propre consommation ;
- ils confient à l'AVA la vente de leur sorgho pour toucher le différentiel de prix moins les frais liés au stockage.

Le bénéfice obtenu par les paysans qui ont vendu leurs sacs stockés équivaut à une augmentation de 40 à 50 % de leurs revenus céréaliers. De plus, les greniers ont procuré aux cultivateurs deux revenus à différents moments de l'année pour une même culture.

Dans la mesure où l'on compte 2,7 sacs de 100 kg stockés par personne, les paysans revendeurs de *muskuwaari* ont bénéficié d'un surplus moyen de revenus variant de 5.800 à 8.100 CFA.

Selon les cultivateurs, le niveau d'endettement, très difficile à chiffrer, a été nettement réduit. Ils ont eu la possibilité cette année de payer sans emprunter la main-d'oeuvre nécessaire au sarclage du coton et une partie de la main-d'oeuvre pour le repiquage du *muskuwaari*.

Cette opération est détaillée dans un document diffusé auprès du comité de pilotage (cf Bilan de l'opération « auto-financement de greniers communs »).

Gestion et réhabilitation de la mare de Balaza-Domayo

La réhabilitation de la mare de Balaza-Domayo n'est pas rentable tant que son usage se limite aux troupeaux de ce quartier. Elle continue à s'envaser, mais elle suffit encore à abreuver le troupeau *cureeji*⁴ tout au long de l'année.

La pompe à pied du CTM, trop fragile, achetée l'an dernier suite à une cotisation ne convient pas au travail d'exhaure. Néanmoins, le fonctionnement de cette pompe a été entièrement financé par les éleveurs et géré par l'imam. Cette année, un jeune sera envoyé dans l'un des centres d'alphabétisation DPGT et sera chargé de la tenue des comptes.

Un voyage a été organisé à Mindjil pour montrer aux habitants de Balaza l'intérêt d'un usage élargi et une bonne gestion d'un point d'eau. Au moment de la rédaction de ce rapport, les tentatives de conciliation avec les villages autour de Balaza sont en cours.

Actions diverses

- La gestion de 10 forages est en voie d'amélioration. Une animatrice, recrutée à la tâche, a fait un bref diagnostic de l'usage de ces 10 points d'eau. Il en ressort qu'un seul d'entre eux bénéficiait de cotisations plus ou moins régulières. Dans les autres cas, quelques familles se mobilisent lorsque le forage tombe en panne. Un nouveau système de gestion a été conçu avec les usagers des forages. Les solutions du paiement à la bassine ou de la cotisation mensuelle ont été éliminées. La participation financière annuelle, au moment du paiement du coton, a été retenue. Les frais par famille ont été calculés sur la base d'un coût de fonction-

⁴ Partie du troupeau qui ne transhume pas.

nement de 65.000 CFA par an et par forage⁵ divisés par le nombre de ménages utilisateurs. Le bilan de cette modification des modes de gestion reste à faire.

- 800 pieds d'*acacia senegal* sont plantés par un seul « pionnier ».
- La mortalité de la volaille est très forte dans cette région pour des raisons liées à l'absence de logements adéquats, à une alimentation déficiente et à l'absence de couverture sanitaire. Bon nombre d'exploitations ont d'ailleurs cessé d'élever des poulets alors que le marché de Maroua est pourtant facilement accessible. Une enquête complémentaire sur une comparaison de la rentabilité entre aviculture et embouche vient d'être achevée. En collaboration avec les zootechniciens DPGT, des améliorations peu coûteuses à l'élevage avicole sont en cours de conception à Diguir.

Extension vers les villages voisins

Greniers communs

La mise en place de greniers communs a déjà largement dépassé les limites du terroir de Balaza-Domayo. Cette opération sur le stockage du mil a permis de transférer la capacité à spéculer des commerçants au profit des producteurs. La multiplication des greniers autofinancés risque ainsi de provoquer des réactions de la part des commerçants qui ont bâti une partie de leur fortune sur la spéculation sur les céréales. De plus, les usuriers qui vivent de l'endettement des producteurs vont inévitablement assister à la réduction de leur clientèle.

Si le succès de cette opération se confirme, elle risque d'être « torpillée » par toutes personnes influentes dont les revenus ont été atteints. Une réponse à cette réaction réside dans la constitution d'une **structure paysanne susceptible d'organiser la commercialisation du mil**. Les objectifs immédiats de cette organisation sont doubles :

- échelonner l'écoulement des céréales sur les marchés du Diamare pour ne pas provoquer de chute de prix ;
- parvenir à une entente sur des prix-planchers à la production.

Dans cette optique, l'animateur a organisé des rencontres entre groupes de paysans stockeurs et des réunions d'information auprès des responsables des groupements de producteurs de coton du secteur de Bogu. Les représentants des producteurs participent systématiquement à ces sessions d'information. 16 groupements solvables, c'est-à-dire susceptibles de préfinancer un stock de céréales, sont officiellement demandeurs, ce qui représente environ 40 greniers.

Quelques producteurs ayant l'expérience du stockage en commun se comportent actuellement en véritables animateurs pour aider l'agent DPGT à diffuser l'information sur cette possibilité de conservation auto-financée de sorgho.

La mise au point de cette opération de stockage auto-financé dans le « terroir-test » de Balaza va permettre des extensions en dehors des villages voisins de ce terroir. Les régions de Moulvoudaye, de Kaele et de Mokong sont également inscrites au programme « greniers com-

⁵ Données FORACO.

muns » du prochain semestre. Cette opération se répercute dans le Nord avec des greniers à maïs fonctionnant sur les mêmes principes (régions de Touboro et Ngong).

Mare

Suite au voyage à Mindjil, le village de Kodek a d'ores et déjà pris ses dispositions pour cofinancer la création d'une nouvelle mare qui sera programmée pour 1997.

GUMA

L'appui à l'équipement des exploitations en charrettes par l'intermédiaire de petits groupes d'utilisateurs rencontre un écho favorable à Diguir, mais il semble difficile de continuer à passer des commandes auprès de l'artisan de Balaza.

Obstacles

- La chefferie n'est pas disposée à perdre son pouvoir face à l'autonomie croissante des groupements de producteurs. L'essence du pouvoir repose sur l'assujettissement de la population au chef : la constitution de groupements professionnels va dans le sens contraire. Pour éviter des conflits durs et perdus d'avance, l'animateur et les responsables de groupements doivent nécessairement composer avec la chefferie. A titre d'exemple, l'opération sur les greniers doit son succès à un suivi très rapproché par l'animateur, sans quoi la commercialisation du sorgho aurait totalement profité à la chefferie (2 groupements sur 4).
- Le village de Balaza-Domayo compte parmi les 35 villages membres de l'AVA de Balaza-Lawan. Cette AVA est étroitement dépendante de la chefferie. Le président exécutif est le *sarki saamu*⁶, qui agit en fonction de ce que lui demande le lawan ; il n'osera jamais s'opposer à son chef, ce qui provoque depuis de nombreuses années un mauvais fonctionnement du groupement, un retrait systématique des agréments SODECOTON et un désintérêt des membres à l'égard de sa gestion. Aucune action de développement n'est envisageable⁷ puisque les décisions de créer un Groupe d'Utilisateur de Matériel Agricole en commun, d'avancer des fonds pour stocker du mil ou de cofinancer la réhabilitation d'un point d'eau sont finalement laissées à l'appréciation du lawan. Tout déblocage de fonds est refusé s'il s'agit d'un investissement qui ne porte pas sur le quartier du lawan. **Laisser en l'état le fonctionnement de ce groupement revient à approuver la façon dont cette chefferie abuse des ressources financières collectives de ces villages.** Une scission de l'AVA de 700 membres est indispensable si la volonté de promouvoir le développement de ces villages l'emporte sur le souhait certes légitime de réaliser des économies d'échelle par le maintien de gros marchés de coton. Les cultivateurs des villages de Balaza-Domayo, Wuro Galdirma, Bagarmire et Wuro Mamma espèrent pouvoir se constituer en un groupement cotonnier séparé de l'AVA de Balaza-Lawan, ce que refuse évidemment le lawan et les agents de suivi. Les négociations sont en cours. Elles ne pourront déboucher qu'avec l'appui de la SODECOTON.

⁶ Conseiller élevage de la chefferie.

⁷ Sinon avec la présence permanente d'un animateur capable de déjouer les opportunités de malversations.

- La fragmentation des villages fulbe du Diamare en quartiers opposés les uns aux autres empêche l'élargissement du nombre d'utilisateurs de la mare de Balaza. La rentabilité de sa réhabilitation est trop faible pour justifier de quelconques travaux.

Perspectives pour le premier semestre 1997

- Extension de l'opération « auto-financement » de greniers communs à près de 20 groupements du Diamare et formation d'animateurs pour une extension de cette opération dans d'autres régions de la zone cotonnière. Recherche de financements hors DPGT pour la construction de nouveaux magasins de stockage dans les villages où l'opération a réussi l'an dernier.
- Cofinancement, creusement et gestion de la mare de Kodek.
- Recherche d'un consensus entre les villages potentiellement utilisateurs de la mare de Balaza.
- Appui à l'animateur secteur pour la scission de l'AVA de Balaza-Lawan.
- Collaboration avec les zootechniciens DPGT pour amélioration technique de l'aviculture dans cette grappe de villages.

Mowo

Actions en cours, résultats

Charrettes artisanales

Pour faciliter l'acquisition de ces charrettes, les paysans intéressés se sont réunis dans 9 petits groupes d'utilisation de matériel agricole (GUMA) qui ont passé commande auprès d'un artisan de Balaza. Les charrettes fabriquées par cet artisan valent 150.000 CFA au lieu de la charrette Manucycle, vendue 340.000 CFA à ce moment.

Chacun de ces 9 GUMA a rassemblé la somme de 50.000 CFA comme apport personnel et ont bénéficié d'une subvention du projet d'un montant de 50.000 CFA ainsi que d'un crédit du GIC de 50.000 CFA, remboursable en deux ans avec un taux de 10 % par an. Ces 9 GUMA comptent de 4 à 5 personnes.

Les charrettes ont été livrées à Mowo, mais il a fallu un effort de suivi considérable de la part de l'animateur pour relancer l'artisan qui avait consommé l'avance consentie par les paysans de Mowo sans construire de charrettes. Au bout de 6 charrettes, il a été décidé de s'adresser à un autre « bricoleur » qui a terminé les 3 dernières charrettes, non sans difficultés.

Les 9 charrettes font actuellement l'objet d'un suivi pour observer la réalité de l'utilisation en commun et pour déterminer la rentabilité de cet équipement. Une note intermédiaire est prévue pour fin décembre.

Un nouvel artisan vient d'être identifié à Maroua : un prototype de charrette asine, très prisée dans la région et d'un coût de 70.000 CFA, est en cours de test à Zidim.

Régénération du parc à faidherbia

Des réunions d'information ont été tenues à Mowo et dans plusieurs villages des environs pour expliquer l'intérêt de la préservation du faidherbia. Comme à Sirlawe, cet arbre est très bien perçu par les agriculteurs mofu qui se sont lancés dans l'opération de régénération du parc.

Plus de 1.000 arbres ont pu être protégés et ont été « primés ». Ce chiffre est relativement faible dans la mesure où l'opération a démarré tardivement à Mowo. La plupart des parcelles était déjà nettoyées.

Canalisation des eaux vers une ancienne carrière

Compte tenu d'un relief de piémont, l'écoulement des eaux est rapide et provoque l'apparition de ravines. Des pistes se transforment en petits cours d'eau temporaires ; les phénomènes érosifs sont assez agressifs. En contrebas du village, les eaux sont bloquées par la route goudronnée surélevée par une digue. Ainsi, toute une partie du terroir est régulièrement inondée.

Le projet DPGT a proposé que ces eaux soient drainées vers une ancienne carrière qui pourrait être un peu surcreusée pour disposer d'un stock d'eau pendant la saison sèche de façon à abreuver le bétail et à étendre la culture de l'oignon en contresaison. Le creusement d'un petit canal sera nécessaire.

L'idée est appréciée des cultivateurs de Mowo. Plusieurs discussions ont eu lieu, notamment pour rappeler le principe de cofinancement des aménagements. Les levés topographiques n'ont pu être achevés compte tenu de la hauteur du mil dans les champs.

Cet aménagement pourrait être complété par de petits ouvrages anti-érosifs destinés à freiner la vitesse de l'eau.

Extension vers les villages voisins

Evolution de l'AVP de Mofu

Tout au long de ce semestre, l'animateur gestion de terroir a activement contribué à l'évolution de cette AVP, considérée par la SODECOTON comme l'une des pires de la région, et totalement inféodée à la chefferie.

Lors de la phase d'auto-analyse, les habitants de Zidim ont montré qu'ils ne se doutaient pas qu'ils pouvaient utiliser l'AVP de leur village comme un outil de développement puisqu'elle a toujours été considérée par le chef comme sa cassette personnelle.

6 mois ont été nécessaires pour l'AGT et l'AS de Mokong pour faire évoluer cette association sans avenir vers un GIC libéré de la pression de la chefferie. A chaque étape, la chefferie a tenté d'empêcher le processus en recourant parfois à des menaces physiques sur les producteurs comme sur les animateurs. Avec l'appui des élites, des élections se sont néanmoins tenues pour choisir un nouveau bureau ; le GIC de Zidim, après scission avec une partie de l'ancienne AVP de Mofu, est homologué depuis le 14/10/96⁸.

⁸ Une note en annexe décrit plus en détail les nombreux obstacles contournés par les animateurs pour parvenir à leurs fins.

Cette transformation du groupement cotonnier a eu pour conséquences :

- une augmentation du nombre de producteurs de coton (effet cumulé avec l'engouement pour le coton cette année) ;
- la possibilité pour les habitants de Zidim d'investir dans diverses infrastructure, notamment pour la mare ;
- des prises de position opposées à la chefferie, ce qui n'était jamais le cas auparavant.

Creusement d'une mare à Zidim

Si la réhabilitation des forages et l'amélioration de leur gestion ont d'ores et déjà résolu le problème d'approvisionnement en eau pour la consommation humaine, l'abreuvement du bétail reste un point crucial pour les habitants de Zidim et alentours.

Les principes du projet DPGT pour l'aménagement d'un point d'eau artificiel ont été respectés à Zidim : calibrage de la mare en fonction du cheptel, cofinancement.

Un recensement a déterminé une « clientèle » potentielle de 830 boeufs sur 2 villages, ce qui nécessite une mare de 13.000 m³ si l'on veut disposer d'eau jusqu'en fin de saison sèche. Une première collecte de 1.000 CFA a été organisée auprès de chaque ménage. 16 paysans de Zidim ont participé à un voyage pour voir les mares de Mouda et de Mindjil.

Le montage financier initial un coût de terrassement d'un montant de 19.500.000 CFA. La participation locale, fixée à 15 %, s'élève à 2.925.000 CFA⁹. Les organismes qui interviennent dans cette participation locale sont les suivants :

GIC Zidim	500.000
AVP Tchoumpel	500.000
Comité Développement Mofu-Sud (CODENMOS)	450.000
Commune Rurale de Mokolo	250.000
Cotisations initiales par ménage	272.000
Cotisations individuelles sur UCE	953.000
Total	2.925.000

Début novembre, 1.457.000 CFA étaient mobilisés, dont 37.000 CFA détournés.

Nous avons prévu un chantier expérimental en HIMO (Haute Intensité de Main-d'Oeuvre) pour le creusement de cette mare. L'intérêt de ce type de chantier correspond à :

- une injection de fonds dans les villages et non pas au profit de quelques entreprises,
- une alternative au chantier avec bulldozers, peu disponibles dans la région,
- une économie des coûts de terrassement.

Trois entreprises de TP de Maroua ont été invitées à présenter une offre de prix, sur la base de 1.500 CFA/homme/jour/m³ déblayé. Chaque devis oscille autour de 40.000.000 CFA, soit 3076 CFA/m³, tandis que le même travail au bulldozer reviendrait à 28.000.000 CFA (2150

⁹ Ces calculs ont été fait avant de connaître les coûts unitaires réels de la dernière campagne. Nous nous sommes basés sur un coût unitaire de 1.500 CFA/m³ déblayé. Nous étions à 250 CFA/m³ en dessous de la réalité et il ne nous est plus possible de faire augmenter le taux de participation locale.

CFA/m³ y compris ouvrages empierrés). Faute de références, il est probable que ce montant de 40.000.000 CFA soit « gonflé » dans la mesure où les entreprises de TP de l'Extrême-Nord n'ont aucune expérience en la matière et n'ont voulu prendre aucun risque.

Il nous semble donc pertinent d'envisager un système qui combine un premier creusement en HIMO jusqu'à 1,5 m de profondeur, suivi d'un terrassement au bulldozer. Le coût total serait de 32.000.000 CFA (2150 CFA/m³ y compris ouvrages empierrés).

Arbitrage conflits éleveurs / agriculteurs

Le piémont mofu est utilisé chaque année comme espace pastoral par les éleveurs fulbe du lamidat de Gazawa, ce qui ne va pas sans heurts. Cette année, les conflits se sont focalisés à Zidim. De nombreux champs ont été détruits et **l'affrontement armé a été évité de peu** grâce à aux interventions répétées de l'animateur. Une note en annexe détaille les problèmes rencontrés.

Le conflit a été désamorcé à Zidim pour cette année, mais il est souhaitable de concevoir des modes de résolution de ce genre de conflit de manière plus globale, avec la mise sur pied de « commissions paritaires » où seront représentés les éleveurs, les cultivateurs, les autorités administratives et coutumières.

Autres activités

- Des sessions d'animation ont eu lieu pour la mise en place de greniers communs sur le modèle de Balaza, notamment à Mowo où l'OCSD a financé un magasin sans que les villageois n'aient d'idée sur son utilisation. Un jeu de dessins adapté au contexte du piémont mofu vient d'être réalisé pour appuyer les explications de l'animateur.
- Plusieurs enquêtes complémentaires ont été rédigées : un premier document pour l'observatoire du foncier, une note sur la perception du FIMAC,...

Obstacles

- Le pouvoir de nuisance d'une chefferie qui ne se sent investie d'aucun devoir envers sa population et qui, au contraire, profite au maximum de ses prérogatives, se manifeste pleinement sur le piémont mofu : ingérence dans le fonctionnement et les comptes des groupements cotonniers, incapacité à réguler l'accès aux pâturages,... Dans ce contexte, toute opération de développement rural consistera à inverser le rapport de force entre chef et villageois par l'émergence d'institutions gérées par la société civile. C'est ce à quoi s'emploie l'animateur gestion de terroirs, de plus en plus exposé à des représailles de l'autorité coutumière.
- Les paysans restent habitués aux « crédits-cadeaux ». Le discours sur le cofinancement ne les satisfait pas entièrement, ce qui se traduit par une présence pas toujours très importante dans les réunions organisées par l'animateur.
- L'épidémie de choléra a sévi à Gudur et à Minglia, ce qui a empêché l'extension de nos activités en direction de ces deux villages.

Perspectives pour le premier semestre 1997

- Suivi des cotisations pour le creusement de la mare de Zidim en adoptant un système mixte HIMO / bulldozer.
- Devis, montage financier et creusement d'un canal de drainage à Mowo, régulation éventuelle des cours d'eau par de petits ouvrages anti-érosifs.
- Note sur la gestion des céréales dans les exploitations mofu, gestion du magasin de Mowo et création de greniers communs autogérés.
- Régénération du parc à *faidherbia* dans les villages de Mowo, Zidim, Bulla, Zamalao, Djamdudi et Tchambi.
- Poursuite de la promotion des charrettes artisanales, notamment en répondant aux demandes d'équipement en charrettes asines. Suivi des charrettes déjà vendues.
- Mise en place d'une commission paritaire pour la résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs sur le piémont mofu.
- Relance de l'animation sur l'*acacia senegal*.
- Auto-analyse à Minglia et rencontre avec Gudur.

1.3.°) Terroirs de la province du Nord

Les activités liées à la gestion des terroirs pour la province du Nord ont réellement démarré à partir de juin 1996. Elles concernent les villages de Sanguéré Ngal, Boundang Fulbere et Siri. Les animateurs gestion terroir de Sanguere Ngal et Siri ont été recrutés à la mi-mai. Pour Boundang Fulbere, c'est le chargé d'étude du terroir qui assure l'animation ; il cumule en même temps la supervision des activités de ce volet pour le Nord ainsi que celles relatives à la gestion des ressources naturelles. Après une prise de contact avec leur terrain respectif, les AGT ont été conviés à une formation sur la gestion des terroirs à Maroua du 3 au 5 juin 1996. Le but de cette formation est d'enseigner aux animateurs les principes de gestion de terroirs et surtout de les initier à la méthodologie d'intervention dans le but d'harmoniser les actions à mener dans les deux provinces. Par ailleurs, le Projet DPGT a embauché un mbororo qui sert d'agent de liaison avec sa communauté dans l'espoir d'améliorer le dialogue avec ces éleveurs et afin de d'associer cette communauté à nos actions de développement.

L'installation du volet « gestion de terroirs » dans la province du Nord a dû s'adapter à un contexte nettement différent.

Autant les premiers terroirs de l'Extrême-Nord ont été choisis dans des zones présentant une homogénéité ethnique, culturelle et spatiale qui se caractérisent par une saturation foncière et où l'émigration apparaît comme une solution au manque de terres cultivables, autant ceux du Nord se situent tous dans des zones d'immigration. Ces derniers ont un profil hétérogène, notamment du point de vue de la composition et de la répartition des populations. Ce sont des terroirs où cohabitent divers groupes ethniques qui exploitent les mêmes ressources naturelles. Chaque groupe ayant une perception de l'espace qui lui est propre, élaborant des stratégies de mise en valeur, parfois en contradiction avec les autres groupes d'acteurs.

Si dans l'Extrême-Nord l'insertion des AGT a été facile grâce au fait qu'ils appartiennent au même groupe ethnique du terroir, en revanche dans le Nord, les AGT sont amenés à travailler avec des populations ayant des valeurs et des origines culturelles différentes, ce qui n'est pas de nature à faciliter les contacts. Ainsi, l'AGT de Siri bien que tupuri à l'instar des habitants de ce village, intervient auprès d'autres communautés : moundang (Yanli) et mafa (Mayo Zaria). Ceci est valable pour les deux autres terroirs. Pour pallier à cet handicap, il a été proposé une méthode d'intervention qui évolue vers un aménagement concerté du territoire¹⁰.

Les AGT engagent une réflexion et conduisent des activités au niveau d'une échelle qui dépasse le cadre du terroir. Dans des espaces aussi hétérogènes, les problèmes évoqués par les populations sont spécifiques d'un village à un autre. Aussi, une action menée dans un village est rarement reproductible dans le village voisin. La démarche consiste à travailler surtout sur des thèmes fédérateurs pouvant intéresser l'ensemble des acteurs d'un même "territoire". C'est pourquoi dans certains cas de figures, l'AGT peut mener des activités hors de son terroir d'affectation et s'installer dans une autre localité (cas de l'AGT Sanguere Ngali).

Boundang Fulbere

Déroulement de la démarche « gestion de terroirs »

Plusieurs réunions ont été organisées dans tous les villages de la grappe au cours desquelles la population s'est exprimée sur les problèmes qu'elle vit, les solutions qu'elle a déjà testées, les résultats obtenus et les perspectives qu'elle envisage. Le tableau suivant présente ce qui a été évoqué :

Problèmes	Causes	Solutions
Absence d'école	Au départ population locale peu motivée, environnement social peu favorable. Effectifs de population peu importants.	Autofinancement d'une école en 1994. L'école a fonctionné pendant un seul trimestre puis a fermé faute de trésorerie. Les parents n'étaient pas organisés. Il n'y avait pas d'APE.
Absence de case de santé		Les migrants avaient pris contact avec les missionnaires de Ngong pour acheter un stock de médicaments à garder au village pour assurer les soins d'urgence. Pas de suite.
Manque d'eau potable	Création de nouveaux villages, mauvaise configuration des sites.	Les migrants tchadiens ont creusé un puits non busé qui s'est effondré. Les habitants de Boundang Fulbere ont cotisé pour cofinancer un puits qui n'a jamais vu le jour. Les migrants mafa ont saisi les missionnaires de Ngong qui n'ont pas encore répondu.
Mouture	Un seul moulin (hors Koulawa). Pannes répétitives.	Recherche d'un privé
Enclavement	Mauvais état des pistes surtout pendant la saison pluvieuse	Aucune solution
Commercialisation tardive du coton	Zone de multiplication.	Aucune solution. En informer la SODECOTON.

¹⁰ cf note d'orientation n°1/96 : "De la gestion du terroir vers l'aménagement du territoire", Maroua, 23/03/96.

Inondation de blocs de culture de coton	Relief accidenté ou bas-fond.	Aucune solution
Régression de la culture cotonnière chez les autochtones	Population analphabète. Mauvaise connaissance de la filière. Mauvais souvenir lors de la diffusion du coton par la contrainte.	
Mortalité périodique de la volaille et des petits ruminants	Mauvaises conditions d'élevage.	Utilisation de médicaments traditionnels (curatifs mais non préventifs)
Rareté des arbres fruitiers	Présence de termites. Techniques de plantation et de greffage mal maîtrisées.	
Marché	Implanté à l'écart du village.	Plusieurs marché ont été ouverts mais ils n'ont pas duré longtemps

Actions en cours, premiers résultats

Arbres fruitiers

Lors des réunions d'auto-analyse, les paysans ont manifesté le désir de développer la production fruitière. Ils se basent surtout sur le succès de quelques bananeraies aménagées sur les berges du Faro. L'AGT a organisé des réunions thématiques sur la promotion de l'arbre avec le forestier du Projet. Depuis, quelques paysans ont passé commande de 94 arbres.

Piquetage de blocs de coton

En 1995/96, trois paysans du village ont cultivé le coton sur une superficie de 1,5 ha. Jusqu'à présent, les paysans de Boundang obtenaient des revenus monétaires surtout par la culture du tabac. Or, cette culture ne se pratique que sur de petites parcelles sur les berges du Faro. Les productions restent modiques. De plus, pour être rentable, cette denrée doit être séchée, stockée et écoulée plusieurs mois plus tard lorsque les prix augmentent. Aussi, ces paysans ont émis le souhait de développer la culture cotonnière pour diversifier leurs sources de revenus. Ils ont demandé plus d'informations sur cette filière.

Pour répondre à cette demande, une réunion d'information fut organisée au cours de laquelle l'AGT a fait intervenir le CDZ. Cette campagne de sensibilisation, de clarification et de mise en confiance a permis le piquetage de 11 ha.

Ecole

Le principal problème évoqué par tous les villages est l'absence d'école. A leur arrivée, les Mafa ont tenté de faire fonctionner une école qui n'a malheureusement pas tourné plus d'une année. Cet échec est imputable à l'absence d'une organisation chargée de veiller au bon fonctionnement de l'établissement (recouvrement des droits d'inscription, paiement du maître, ...) et au faible montant du fond de roulement. Il faut noter que les enfants inscrits à cette école étaient essentiellement des Mafa. Du coup, l'établissement était perçu par les autres communautés comme une "affaire" qui ne les concernait pas. L'effectif des élèves est resté faible (à peine une dizaine d'élèves).

Pour relancer cette école, tous les villages ont été conviés à une séance pour discuter du problème de l'école. Une APE a été créée avec un bureau exécutif composé des représentants de chaque village. Le droit d'inscription a été fixé à 1500 CFA par enfant. Aucun enfant ne sera admis tant que ses parents n'auront pas payé ses droits d'inscription. Le bâtiment faisant office de salle de classe est un hangar en matériaux locaux aménagé par les habitants du village. A la date du 1er novembre, 45 enfants sont inscrits. 30 ont payé tout ou partie de leurs droits.

Groupements féminins

Il existe de petits groupements féminins informels parmi les femmes mafa. Toutes déplorent l'absence d'un moulin, ce qui les obligent à se rendre à Touroua (environ 10 km) pour écraser leurs céréales ou à se contenter des pierres à moudre. Elles évoquent aussi le manque d'eau potable, l'absence de la case de santé et d'un marché de proximité.

Les femmes mafa ne souhaitent pas s'associer aux autres. Elles préfèrent rester entre elles. Deux groupes ont été créés :

Groupement de femmes	Projets	Moyens mis en oeuvre
Mafa	<ul style="list-style-type: none"> • élevage volaille¹¹ • culture de maïs 	<ul style="list-style-type: none"> • apport d'une poule par femme • cotisation de 50 naïra par mois
Tchadiennes	<ul style="list-style-type: none"> • élevage petits ruminants • élevage volaille • champs communs 	<ul style="list-style-type: none"> • prestation de service pour la récolte du coton (8 à 12.000 CFA par 0,25 ha) • cotisation de 50 naïra/mois

Stockage du tabac

Une réflexion a été engagée avec les producteurs de tabac pour la création d'un groupement dans le but de stocker cette production. Plusieurs réunions sont encore nécessaires avant la finalisation d'une telle initiative car deux problèmes sont à prévoir :

- il s'agit de petits producteurs disséminés dans les différents villages. Les rassembler ne sera pas chose facile d'autant plus qu'ils n'ont pas tous forcément les mêmes objectifs ;
- l'Islam proscrit la production et la consommation de tabac. Il faut donc s'attendre à ce que les actions pour le développement de cette culture buttent sur des contraintes religieuses.

Obstacles

L'AGT, cumulant d'autres activités et n'habitant pas sur place, manque de temps, d'où une présence sur le terrain épisodique.

Perspectives pour le premier semestre 1997

- Finalisation de la mise en place du groupement des producteurs de tabac ;
- Suivi et appui à la structuration des groupements des femmes ;

¹¹ En collaboration avec zootechnicien secteur.

- Sélection de deux paysans pour la formation aux techniques de pépinières ;
- Discussions et négociations pour la mise en place d'une case de santé ;
- Démarrage d'une étude de territoire sur le lamidat de Touroua en perspective d'un changement d'échelle dans les interventions. Mise à jour de la cartographie ;
- Enquête sur les processus d'appropriation foncière par les migrants ;
- Suivi des activités et du compte d'exploitation d'un apiculteur ;
- Enquête sur le commerce du « pain de singe ».

Sanguere Ngal

Sur ce terroir, la méthodologie adoptée n'est pas celle que nous avons suivie jusqu'à présent dans les autres grappes de village. A Sanguere Ngal et dans les villages voisins, les problèmes identifiés par l'étude ORSTOM dépassent largement l'échelle du terroir. Il convenait par conséquent de mettre en place un dispositif différent. L'AGT de Sanguere Ngal réside en fait à Ngong, l'un des centres de la chefferie de Tcheboa et ses actions se sont immédiatement étendues à l'échelle de ce lamidat, notamment en perspective d'une intervention portant sur l'ensemble du lamidat.

En perspective d'une intervention à l'échelle du territoire

Actualisation de la carte du lamidat de Tcheboa

73 nouveaux villages et 54 campements d'éleveurs itinérants, plusieurs pistes et *burti* ont été recensés et reportés sur la carte. Des fiches signalétiques sont conçues et remplies pour chaque village ou campement. Il existe d'autres villages et campements qui restent à localiser.

Une nouvelle carte est en cours d'élaboration. Elle servira de support à un éventuel schéma d'aménagement régional. Ce travail de réactualisation est effectué en collaboration avec le MINEPIA et le projet Garoua 2.

Bornage des aires pastorales

L'objectif est de parvenir à la reconnaissance des espaces exploités par les éleveurs sédentaires et itinérants. La méthode adoptée consiste à déplacer sur les limites des *hurum*¹² une commission paritaire comprenant des représentants des campements mbororo et des villages migrants, un agent du MINEPIA, le *sarki saanu* de Ngong et l'animateur DPGT. Des bornes blanches et vertes, scellées, seront disposées, numérotées et reportées sur une carte signée par la délégation provinciale du MINEPIA, la sous-préfecture, le *laamido*, les chefs des villages et campements, le projet DPGT. Un exemplaire de la carte sera remis à chaque membre de la commission paritaire et servira de référence lors des arbitrages de conflit par la chefferie, l'idée étant de parvenir à des résolutions moins arbitraires. En revanche, la chefferie continuera à utiliser à sa guise le produit des amendes.

Cette délimitation concerne les *hurum* situés à proximité de Garoua et de la route de Ngaoundere. Ces aires pastorales sont occupées de manière quasi-permanente par les éleveurs ; il

¹² Aire pastorale

s'agit de les préserver de l'extension des champs cultivés par les villages migrants. Pour l'instant, ces délimitations ne se feront pas lorsque des Mbororo louent une portion du *hurum* à des cultivateurs. Ces délimitations ne toucheront pas les *hurum* situés plus au sud, au sein desquels l'exploitation pastorale, plus fluctuante, s'effectue sur des espaces très vastes. Ces zones pastorales qui peuvent évoluer dans le temps et dans l'espace ne doivent pas être figées par une limite.

Cependant, certains éleveurs attendent impatiemment ces délimitations. Le projet intervient désormais en priorité chez ces personnes, en collaboration avec la chefferie. L'AGT a commencé à dénombrer les bornes nécessaires pour le *hurum* du campement Wakili Djirgui.

Un Système d'Information Géographique a été conçu par DPGT à partir du logiciel MapInfo. Les premières cartes sont sorties (cf pages suivantes).

Nous avons choisi une première aire à borner (*burtol* du campement Abdu partagé par des éleveurs des campements Naiwa). Malheureusement, à l'issue de quatre réunions d'animation, il est apparu que personne n'était disposé à financer quoi que ce soit. Il semblerait qu'un autre organisme se soit déjà proposé pour un travail identique et aurait encaissé une participation locale de 60.000 CFA sans intervenir. Depuis, la méfiance règne.

Parallèlement à cette opération, une association de défense des droits et des intérêts des éleveurs est en train de voir le jour, avec pour initiateur l'agent de contact mbororo engagé par le projet DPGT.

Interventions « Gestion des Ressources Naturelles »

Etude de la perception paysanne des aménagements anti-érosifs

Cette étude a été menée dans trois localités (Wuro Donka, Mafa Kilda et Sanguere Ngal). Il s'agit de fournir des indications au programme « fertilité / aménagement » du projet DPGT sur la façon dont les producteurs considèrent des aménagements anti-érosifs. Le rapport est en cours de rédaction.

Construction de nouveaux biefs à Laïnde Massa

A la demande des producteurs, cette activité qui visait à multiplier le nombre de biefs sur le terroir de ce village, n'a pas commencé du fait de la durée exceptionnelle de cette saison des pluies. Les premiers biefs seront réalisés à partir de janvier 1997.

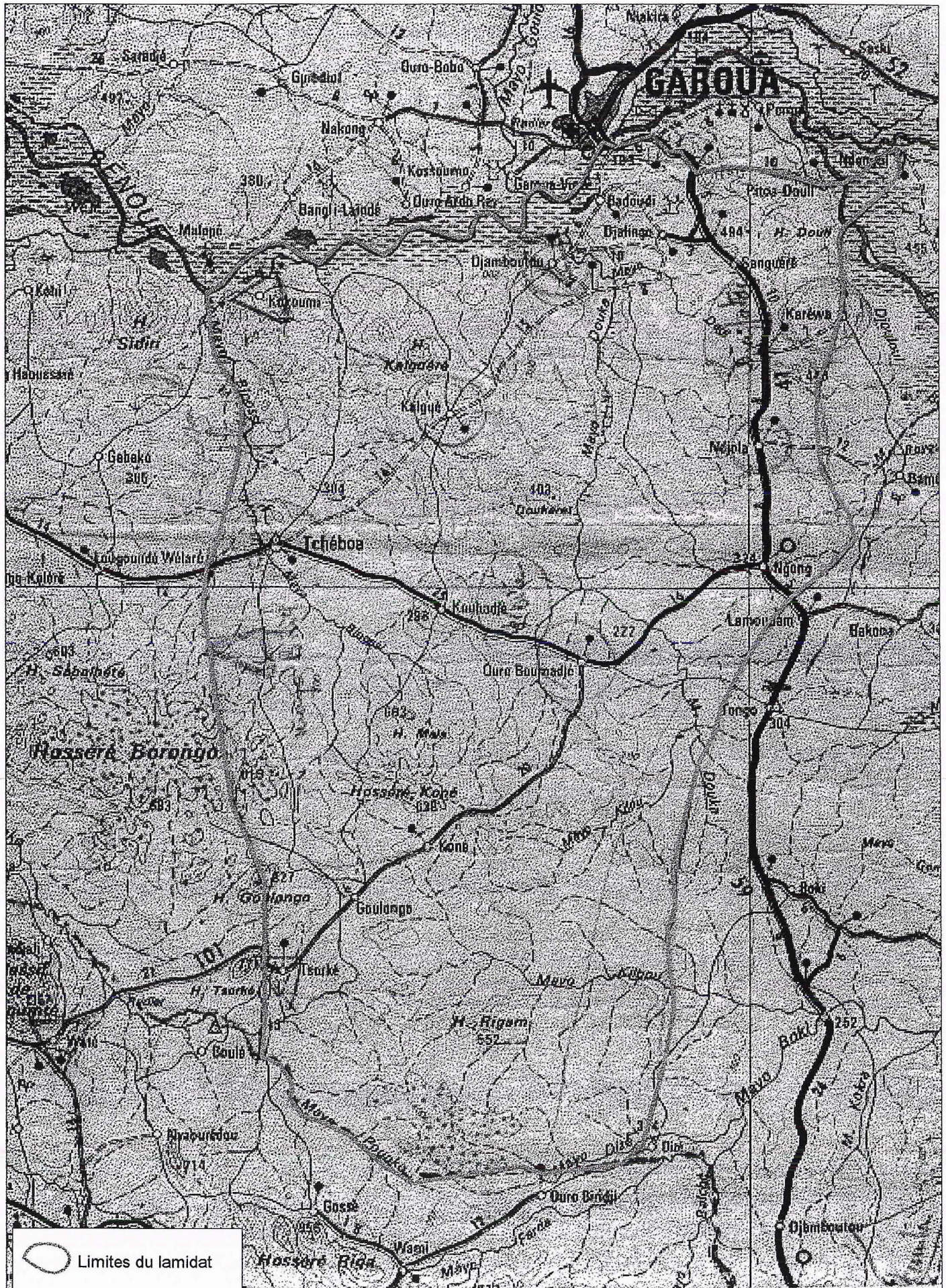
Greniers

Suivi des prix des denrées sur les marchés de Djalingo et de Ngong

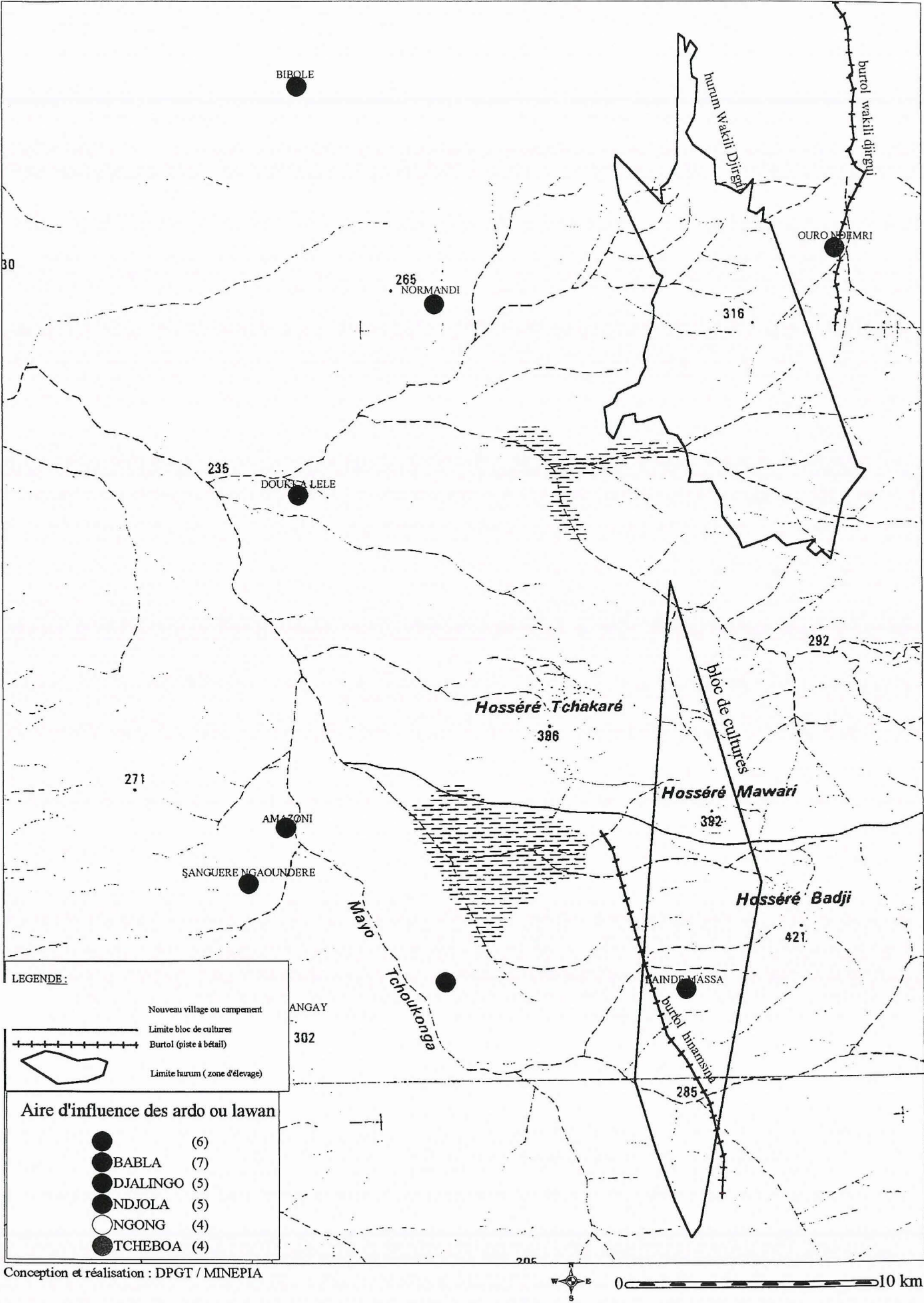
Des prix des céréales, des tubercules, de l'arachide, du tabac ont été relevés depuis 14 semaines à Ngong et 8 semaines à Djalingo dans la perspective de la mise en place de greniers villageois (maïs). Cette activité va se poursuivre car la récolte commence à peine.

LIMITES DU LAMIDAT DE TCHEBOA

(DIMENSIONS APPROXIMATIVES : PERIMETRE = 230 km ; SUPERFICIE = 2250 km²)



DELIMITATION CONCERTEE ET CARTOGRAPHIE DES AIRES DE PARCOURS DANS LE LAMIDAT DE TCHEBOA
Extrait d'une portion du Lamidat : (13 % de la superficie du lamidat)



Une étude sur les anciens greniers du NEB a mis en valeur l'intérêt de ne plus reproduire les modes de stockage financés par l'extérieur. Le modèle de Balaza, dont le fonctionnement est totalement auto-financé, apparaît applicable sur le maïs dans cette région.

Obstacles

- Contribuer au développement rural dans le lamidat de Tcheboa n'est pas chose facile. L'agent de contact mbororo a démissionné compte tenu de trop fortes pressions exercées par le *laamido* sur sa personne. Toute action de développement dans ce contexte se heurte à des réticences du pouvoir coutumier qui craint de perdre une partie importante de ses revenus liés à la ponction sur les communautés d'éleveurs ou de migrants.
- Dans un tel milieu, les velléités d'aménagement régional peuvent paraître vaines. Les implantations humaines sont trop instables pour pouvoir organiser le développement à l'échelle de ce territoire. Aujourd'hui, une grande partie des clans mbororo pense s'installer dans un autre lamidat tandis que les villages et les champs des migrants sont soumis à l'arbitraire du pouvoir coutumier. En fait, le conflit (problème de limites, non respect de parcelles cultivées ou de *burti*,...) assure des revenus à la chefferie, chaque arbitrage étant l'occasion de percevoir de l'argent ou des boeufs. Il n'y a donc aucune volonté du pouvoir coutumier pour résoudre de manière définitive et globale les problèmes d'occupation de l'espace sur son territoire.

Perspectives pour le premier semestre 1997

- Finalisation de la carte du lamidat de Tcheboa, avec levés des parcellaires cultivés et aménagés et à partir des nouvelles photographies aériennes,
- Bornage d'aires pastorales,
- Suivi de l'organisation mbororo,
- Finalisation de l'étude sur la perception des aménagements anti-érosifs,
- Mise en place de greniers à maïs autofinancés, sur le modèle de Balaza. Poursuite du suivi des prix de céréales,
- Réalisation de biefs avec le GOIB à Laïnde Massa et ses environs. Formation de villageois sur ce thème.

Siri

Le rapport de l'ORSTOM doit paraître avant la fin de l'année ; la couverture aérienne de la « zone migrants » a été effectuée en octobre conformément au marché passé à la société Afrique Aéro Photo et les photographies devraient être prochainement remises au projet.

L'axe de travail principal de l'AGT s'articule autour de l'identification et de la résolution des fréquents litiges fonciers observables dans cette zone. En l'attente des photographies aériennes,

l'AGT a développé quelques actions de petite envergure dans le cadre d'une démarche « gestion de terroirs ».

Sécurisation foncière

Ce thème est prioritaire à Siri. Il comporte plusieurs phases : un premier inventaire des litiges sur la terre et un travail de démarcation entre villages, avec bornage et report sur carte. Un tournoi de football a accompagné cette démarche pour tenter de renforcer des liens souvent rares entre les villages de migrants provenant de différents horizons et pour faciliter à l'avenir les négociations sur les limites.

Inventaire des conflits fonciers

Il se fait en 3 phases pour chaque village en conflit :

- 1°- Une première phase d'entretiens avec les habitants des villages concernés par le conflit.
- 2°- Des descentes sur le terrain avec un groupe de paysans, les chefs de village et quelques vieux susceptibles de connaître les limites initiales.
- 3°- Une troisième phase d'entretiens après la reconnaissance sur le terrain.

Pour un même conflit, le même scénario est repris deux fois quand deux villages sont en conflit et 3 fois quand il s'agit d'un litige concernant 3 villages.

Conflits autour de Siri

Quatre conflits ont été identifiés. Il s'agit notamment des conflits entre Siri et Mayo Zaria (à 2 niveaux), Siri et Fulbi, Siri et Sirbia. Ici, les 3 phases sont terminées et un rapport a été rédigé.

D'une manière générale, les extensions foncières sont plus ou moins stoppées surtout dans toutes les zones litigieuses.

Conflits autour de Mayo Zaria

La première phase d'entretiens et les reconnaissances de terrain sont terminées. La deuxième phase d'entretiens est en cours de finition. Un document à ce sujet est en préparation.

Tournoi de football

La multiplication des conflits fonciers ainsi que les diversités ethniques sont parmi les principales causes de mésentente entre les villages migrants. Dans l'espoir de renforcer les liens entre ces villages —et notamment en perspective de débats houleux au moment des démarcations entre villages—, une compétition de football a été organisée par l'AGT. 9 villages se sont affiliés à ce tournoi et ont versé 20.000 CFA par équipe inscrite.

Le but recherché était presque atteint. Cependant, la finale du tournoi a été fortement perturbée par la population de Yanli qui a contesté la défaite de son équipe éliminée en demi finale. La contestation s'est étendue à Habaga, l'autre demi finaliste malheureux. Cette activité a été

provisoirement interrompue, mais, récemment, des jeunes de plusieurs villages ont demandé la reprise de cette compétition.

Démarcation foncière entre villages migrants

Nous reproduisons ici à titre de rappel la méthode envisagée pour parvenir à une délimitation des terroirs villageois de la « zone migrants » :

De sérieux problèmes fonciers provoquent des tensions entre villages de migrants, surtout entre montagnards et tupuri. Ces problèmes s'expliquent par la proximité initiale de ces premiers villages de migrants, et par la volonté des paysans de se constituer en villages plus nombreux et plus forts de façon à parvenir à la création de nouveaux « pays » homogènes. Une course frénétique à la terre s'observe actuellement moins pour répondre à des besoins alimentaires que pour se constituer des réserves foncières en perspective de la venue de nouveaux migrants. Cette stratégie d'accumulation foncière a pour principales conséquences un déboisement spectaculaire sur les axes d'extension et des tentatives de « blocage » des villages riverains.

Cette situation peut rapidement dégénérer en des conflits plus durs étant donné la détermination de chaque village à contrôler de plus en plus de terres et la disparition de l'ordre public dans cette région. Dans les zones d'installation plus récente (Mayo Zaki, Sud-Vina), ces problèmes fonciers ne sont pas perceptibles. Des limites ont été tracées et sont concrétisées sur le terrain ; les villages sont plus espacés.

L'ensemble de ces problèmes a eu pour conséquence de nombreux départs des populations migrantes. Sur les 17.000 personnes installées par le SEB, 9.000 sont reparties...

*La démarcation entre villages est urgente compte tenu de la multiplication et de l'intensification des conflits entre villages. Ce travail consistera à **démarquer les villages en conflit** et à limiter leurs extensions spontanées par un bornage. Cette intervention s'étendra à terme sur l'ensemble des villages migrants du SEB. Cette action de délimitation provoquera inévitablement le mécontentement des villages qui vont devoir admettre un frein à l'extension des surfaces qu'ils contrôlent et, sans doute, un recul des limites telles qu'ils les auraient souhaitées.*

*Des « **commissions foncières** » seront constituées pour chaque conflit. Elles comprendront des représentants des villages antagonistes (de préférence, un ancien et un jeune lettré) et éventuellement, un représentant de la chefferie. Les membres des commissions foncières pourraient être éventuellement rémunérés, non pas à la journée, mais par négociation réussie.*

Afin de vérifier l'exactitude des déclarations sur les limites initiales des villages, l'équipe DPGT (AGT + topographe) utilisera le jeu de photographies aériennes de 1985. Une nouvelle couverture sera effectuée fin octobre 1996, de façon à repérer les extensions et leur envergure. Un GPS sera mis à sa disposition.

Les limites seront matérialisées par des bornes suffisamment lourdes pour ne pas être déplacées, type « Sud-Vina ». Ces bornes « lourdes » seront positionnées de manière à être visible de l'une à l'autre. Entre ces bornes, de petites bornes peintes préciseront le détail des limites. De part et d'autre des bornes, une bande non cultivée d'une largeur qu'il reste à définir, séparera les terres cultivées par les villages opposés.

*Ces bornes ont été commandées en novembre 1996. L'emplacement de chaque borne « lourde » sera reporté précisément sur une carte ainsi que la trajectoire de chaque limite inter-villageoise. Cette carte servira ensuite de cadre à l'établissement de **schémas d'aménagement concertés** avec les habitants des différents villages.*

*Pour l'instant, un **moratoire des extensions foncières** est appliqué dans les zones litigieuses.*

Auto analyse

L'auto analyse a commencé depuis Juillet seulement. Des réunions ont eu lieu dans deux villages : Siri et Mayo Zaria. Elles sont achevées dans le premier village, et sont en cours dans le

second. Les problèmes majeurs exprimés par les villageois sont très proches de ceux révélés par l'étude ORSTOM :

- la santé humaine et animale
- l'école
- l'eau potable
- les pistes pénétrantes dans les nouveaux blocs de culture
- la santé animale
- le problème d'intrants (engrais, Gramoxone,...)
- les tracasseries causées par l'autorité traditionnelle.

Actions diverses

En l'attente des photographies aériennes, quelques actions ont été initiées à Siri

- Mise en place de greniers communs à Siri et Mayo Zaria

Cette proposition, sur le modèle de Balaza, a rencontré un accueil favorable. Les premiers sacs de maïs commencent à être stockés actuellement.

- Appui à l'organisation d'un groupement de femmes à Siri

Quatre réunions avec les femmes de Siri leur ont permis d'exprimer leurs problèmes particuliers, liés à des carences d'infrastructures sociales : forages, maternité,... L'idée de création d'un groupement de femmes a été retenue. Le bureau est d'ores et déjà constitué. Le groupement comprend à présent 111 membres. Les femmes se réunissent deux fois par mois. Un bureau a été créé. Le taux de contribution de chaque femme est de 100 CFA/réunion. A présent, le montant de la caisse est de 30 000 CFA. Les objectifs restent à préciser.

- Vaccination de volailles et de petits ruminants à Siri,
- Plantation de plus de 300 arbres
- Amélioration de la gestion des forages.

Obstacles

- Indisponibilité des paysans pendant la période de cultures,
- Réticence des paysans à livrer certaines informations (notamment sur le foncier),
- Insécurité créée par les « coupeurs de route ».

Perspectives pour le premier semestre 1997

- Démarcation foncière entre les villages migrants de la première couronne dès réception des photographies aériennes et en collaboration avec le topographe du projet DPGT.

- Greniers communs autogérés de maïs à Siri et à Mayo Zaria I et II. Cette action risque d'être perturbée à Mayo Zaria I où la caisse AVP n'est pas capable de préfinancer le maïs stocké.
- Enquêtes complémentaires sur les thèmes santé et éducation. Les enquêtes sont terminées et la diffusion du document est prévue pour décembre 1996.
- Creusement de puits en collaboration avec le GOIB ou suite à une formation des villageois et de l'AGT. Des contacts seront prochainement pris avec les responsables de GOIB.

2°) Gestion des Ressources Naturelles

2.1.°) Gestion de l'eau

Aménagements et réhabilitations dans l'Extrême-Nord

5 points d'eau ont fait l'objet d'aménagements au cours de l'année 1996

Sites	Actions	Coûts réels DPGT	Coûts locaux ¹³	Observations
Mouda	Fermeture de la mare, achat d'une motopompe, construction d'abreuvoirs, système de gestion par les usagers	0	100 %	Suivi et amélioration progressive du système de gestion
Laf	Colmatage du canal de dérivation, collecte pour étanchéification du fond de la mare, reconduction du comité de gestion	0	100 %	Difficultés d'animation, précédents de détournements qui empêchent la reconduction d'un cofinancement.
Mindjil	Mare de 8550 m ³ creusée, système de gestion opérationnel, appel d'offres simplifié pour équipements annexes ¹⁴ , chantier en cours, plantation d'une haie vive	16.723.918	2.000.000	Site de référence, déjà visité par plusieurs organismes camerounais et tchadiens.
Sirlawé	Creusement interrompu par les pluies à environ 8.000 m ³	19.080.713	1.718.000	Collecte complémentaire en cours pour une deuxième tranche de creusement
Agoyo	Creusement d'une mare de 18.000 m ³ , système de gestion opérationnel ¹⁵ , appel d'offres simplifié pour équipements annexes	24.735.654	3.100.000	Site de référence. Le comité de gestion a creusé des canaux complémentaires. L'information sur le règlement reste à diffuser par le comité. Cartes de membres en cours d'impression

Chacun des ouvrages nouvellement aménagés ou réhabilités s'est rempli au maximum malgré un début de saison des pluies alarmant.

Yaere de Moulvoudaye

Suivi des aménagements¹⁶

Les aménagements réalisés lors de l'année 1996, à savoir le reprofilage du canal central, l'ouverture d'un canal d'amenée d'eau pour les deux mares de Gonaï et Goumlaï, la réfection

¹³ Les contributions financières locales étaient calculées sur la base de coûts unitaires nettement inférieurs aux coûts réels, d'où des taux inférieurs à 30 %.

¹⁴ Par « équipements annexes », nous entendons abreuvoirs, clôture en fil barbelé, épandage de graviers.

¹⁵ Cf règlement intérieur de la mare de Agoyo en annexe.

¹⁶ Un nouvel AGT a remplacé Hamadou Nouhou, promu animateur Régional Kaele.

ponctuelle de la digue latérale et la construction de deux digues déversantes ont eu pour l'instant des effets très positifs, malgré une pluviométrie très irrégulière.

Le graphique page suivante montre un **gain de 30 cm d'eau**, avec un pic encore jamais atteint de 135 cm. Pour B. Lidon, il suffisait de 95 cm pour satisfaire les besoins de tous au cours de l'année. Cette augmentation du volume d'eau permettra effectivement **une utilisation des eaux du yaere pendant deux mois supplémentaires**.

La réfection du canal permet un **remplissage des mares en 6 heures** au lieu des 4 journées nécessaires auparavant. Enfin, les eaux ont dépassé le niveau des digues déversantes, ce qui a permis cette année l'inondation des *kare* de Baoudi.

L'AYM a initié à sa charge quelques travaux complémentaires :

- suivi et colmatage des vannes rouillées,
- installation de cadenas et d'un système de fermeture sur les crémaillères de vanne,
- renforcements ponctuels de la digue latérale, affaiblie à deux endroits par le passage du bétail. L'AYM a bouché ces points bas par une quinzaine de sacs de terre,
- reprofilage du canal intermédiaire entre les deux mares. Compte tenu d'une contre-pente de ce canal et d'un risque de débordement des eaux vers une autre direction, l'AYM a procédé à un reprofilage manuel.

L'étude Lidon avait prévu 35.000.000 d'investissements, car elle tenait compte d'une réfection de la digue centrale de Tuppere. Compte tenu de devis prohibitifs présentés par les entreprises de TP de la région (60.000.000 CFA juste pour la réfection de la digue), les travaux ont été limités à l'essentiel et **leur coût n'a pas dépassé 5.700.000 CFA**.

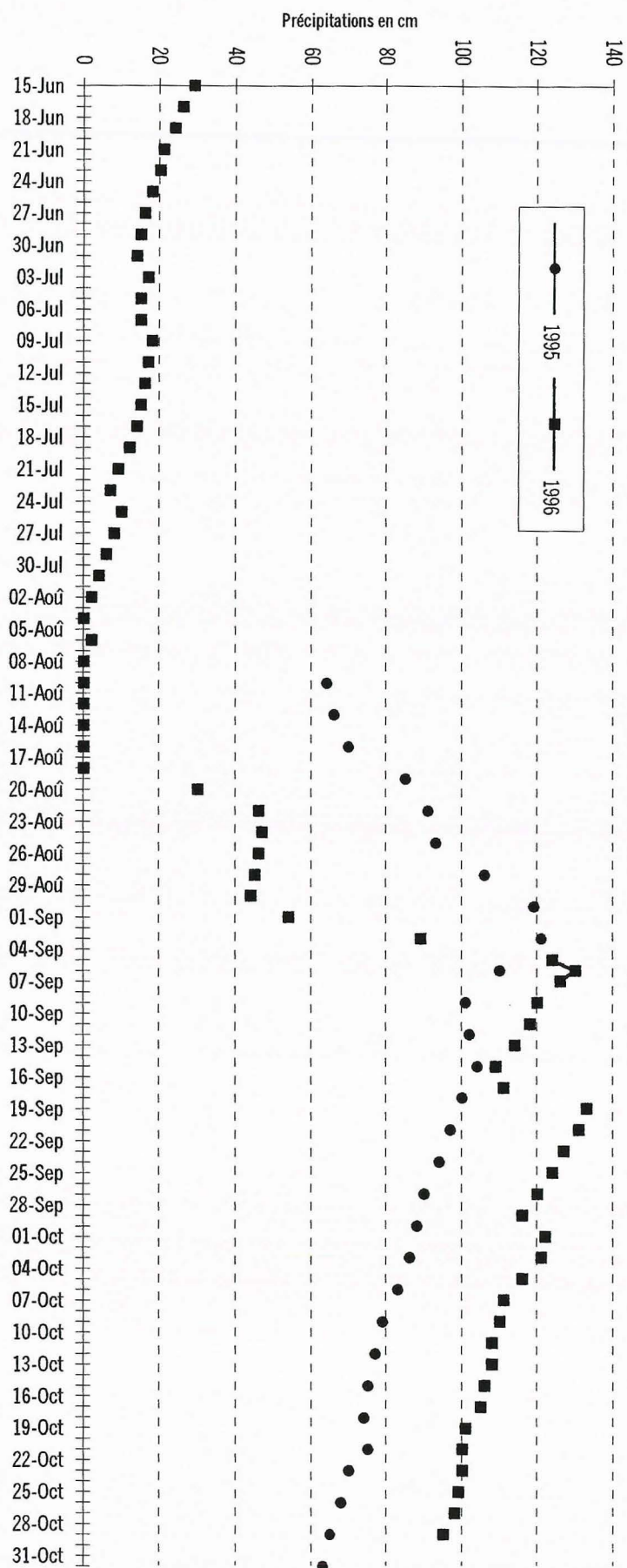
Ce coût peut être mis en relation avec les 4.408.000 CFA déjà mobilisés par les usagers à titre de contrepartie financière locale. Cette année, **les usagers du yaere auront contribué à 77 % des coûts des différents chantiers**. Il convient donc de poursuivre ces travaux de réhabilitation afin de rester en accord avec notre discours initial, à savoir un taux de participation locale de 30 % sur un coût total de 35.000.000 CFA.

Pour l'avenir, il semble moins urgent de réhabiliter la digue centrale de Tuppere que de renforcer et d'élargir celle de Kotoronke.

Système de gestion du yaere

- Le règlement intérieur du *yaere* a été rédigé par le bureau exécutif de l'AYM, adopté par les 30 représentants (en l'absence de l'animateur) et déposé auprès des autorités. Il s'agit encore d'un règlement provisoire qui a subi modifications de détail¹⁷ le 30/11/96 suite à des recommandations DPGT.
- Des passages du bétail ont été retenus pour l'accès des animaux aux deux mares de Gonaï et Goumlaï. Ils seront matérialisés par des haies vives. Un champ a été « annulé » sur ordre de l'AYM.

¹⁷ Le texte de ce règlement est reproduit en annexe.



- Les cotisations continuent à entrer dans la caisse de l'AYM pour s'élever à 700.000 CFA début novembre. Les sommes collectées ont été déposées par l'AYM sur le compte de l'association à la poste de Kaele. Environ **30 % des usagers ont leur carte de membre** ; ce pourcentage relativement faible n'a encore rien d'inquiétant puisque beaucoup d'usagers n'utilisent le *yaere* qu'en cours de saison sèche. Le solde du cofinancement devra être réglé avant le mois d'avril 1997.
- Le montage financier prévoit une contribution locale totale d'un montant de 10.500.000 CFA, réparti de la manière suivante :

Situation de la contribution financière locale

AVA	6.825.000	3.708.000	55 %
Commune Rurale de Moulvoudaye	500.000	0	0
Forfaits maraîchers	100.000	100.000	100 %
Cotisation individuelle des usagers	3.175.000	600.000	19 %
Total	10.500.000	4.408.000	42 %

- Le taux de participation financière des 8 groupements cotonniers concernés par le *yaere* est variable. Certains groupements ont demandé à ce que leur part soit étalée sur deux années :

Groupement	Montant à débloquent	Montant débloquent	Montant à budgéter l'an prochain	Observations
Moulvoudaye	1.825.000	900.000	925.000	Accord de l'AG pour déblocage du solde l'an prochain
Daram	800.000	500.000	300.000	Accord de l'AG pour déblocage du solde l'an prochain
Goumlai	1.500.000	750.000	750.000	Accord de l'AG pour déblocage du solde l'an prochain
Guidoua	1.090.000	400.000	690.000	Le compte de cette AVA est peu fourni. Les membres souhaitent le creusement de la mare de Sakkaou
Ouro Biri	469.000	300.000	169.000	Accord de l'AG pour déblocage du solde l'an prochain
Gouzouma-Moditane	395.000	395.000	0	Intérêt pour aménagement dans le <i>yaere</i> de Guibera.
Ndoumga	180.000	180.000	0	Les membres de cette AVA sont plus tournés vers le <i>yaere</i> de Guibera
Kaya	566.000	283.000	283.000	Accord de l'AG pour déblocage du solde l'an prochain
TOTAL	6.825.000	3.708.000	3.117.000	55 % du cofinancement des groupements cotonniers est réuni cette année

- Les 4 contrôleurs du *yaere* ont été recrutés et formés depuis le 01/10/96. Ils disposent d'uniformes cofinancés par le DPGT et AYM. Ils ont été équipés d'un vélo chacun, qu'ils remboursent au projet DPGT sur leurs salaires. Ils sont chargés de contrôler les cartes des usagers du *yaere* et de faire respecter le règlement intérieur de l'AYM. Toute personne sans carte est chassée du *yaere* après un premier avertissement. Si les conflits s'enveniment, l'affaire est portée devant le président de l'AYM, puis devant le chef coutumier, voire le sous-préfet. Déjà, des amendes ont été perçues par certaines des représentants de l'AYM et reversées au compte de l'AYM et les cotisations individuelles ont commencé à être versées depuis que les contrôleurs circulent dans le *yaere*.

- Une répartition des parcelles de maraîchage a fait l'objet de négociations entre les producteurs et l'AYM. L'étude Lidon prévoyait la possibilité d'irriguer 10 ha de maraîchage, mais le projet DPGT a conseillé l'AYM de limiter le maraîchage à 5 ha pour plus de sécurité. Cette superficie sera revue à la hausse l'an prochain en fonction de la pluviosité et des résultats de 1996-97. Cette répartition a été houleuse compte tenu de l'appétit de certains notables ; un arbitrage a été rendu par l'intervention du sous-préfet. A l'avenir, les cotisations seront proportionnelles aux surfaces cultivées.
- L'AYM a acheté deux motopompes pour les louer aux petits maraîchers démunis de cet équipement.

En perspective à Moulvoudaye pour 1997 :

- renforcement de la digue latérale de Moulvoudaye,
- surcreusement de la mare de Sakkaou, en amont de la digue de Tuppere,
- améliorations et suivi de l'application effective et des dérives du règlement intérieur,
- mise au point de procédures de gestion comptable pour l'AYM,
- étanchéification des vannes,
- suivi des cotisations individuelles,
- suivi de l'utilisation des motopompes en location,
- haies vives,
- programmation des travaux complémentaires.

D'autres actions d'aménagement sont envisagées pour la campagne à venir :

- ⇒ création d'une mare périphérique dans le *yaere* de Guibera suivant nos principes méthodologiques¹⁸,
- ⇒ matérialisation d'un *burtol* dans le *yaere* de Baoudi pour permettre aux usagers d'envoyer leurs animaux sur les points d'eau du *yaere* de Moulvoudaye sans détériorer les champs de *muskuwaari*.

Par ailleurs, à partir de 1997, l'animateur GT basé à Moulvoudaye étendra sur cette région les actions concluantes menées dans le réseau de terroirs-test, à savoir :

- ⇒ régénération du parc à *faidherbia* (recensement des intéressés en cours),
- ⇒ greniers autogérés (4 groupements intéressés et solvables),
- ⇒ promotion des charrettes artisanales : deux groupes d'utilisateurs se sont créés.

Réception des travaux sur les mares SEB

Le Projet a réhabilité au cours de cette année quatre mares : Habaga, Yanli, Mayo Zaria et Mayo Ladde. Les aménagements réalisés concernent des travaux confortatifs sur les digues et

¹⁸ L'idée d'une digue en terre à l'exutoire de ce *yaere* au niveau de village de Kakkatare est abandonnée dans la mesure où cet ouvrage assècherait les zones plus en aval et ne retiendrait qu'une partie des eaux puisqu'il existerait, selon la population, d'autres exutoires.

les exutoires. Contrairement aux principes adoptés dans l'Extrême-Nord, les bénéficiaires des aménagements n'ont pas contribué financièrement ou manuellement (sauf quelques cas isolés).

Les observations effectuées sur l'utilisation des mares (février - mai 1996) montrent qu'elles sont sous-utilisées, à l'exception de la mare de Mofare, régulièrement utilisée par des troupeaux mbororo. La réhabilitation de ces points d'eau se justifie néanmoins comme un pari sur l'avenir : il vaut mieux réparer aujourd'hui des mares dont la dégradation n'était pas encore très avancée, même si elles sont peu exploitées, plutôt que de dépenser des sommes très importantes plus tard, quand la mare sera très abîmée et à nouveau exploitée.

Fréquentation moyenne journalière des mares du SEB en février 1996

Village	Bovins	Ovins/caprins	Equins
Habaga	135	21	11
Mayo Ladde	147	27	7
Mofare	2454	297	15
Yanli	120	498	83
Mayo Zaria	162	78	19

Après la réception des travaux (27/06/1996), les usagers ont été informés que l'entretien de ces points d'eau leur incombe.

Programmation des aménagements et réhabilitations de points d'eau pour 1997

Ce travail de programmation des chantiers d'aménagements ou de réhabilitation de points d'eau consiste en¹⁹ :

- un premier contact avec les villages demandeurs,
- une information sur les modes d'intervention du projet, à savoir l'obtention d'un accord des usagers sur la localisation du point d'eau et la nature des travaux, un accord de principe sur un cofinancement local et un accord sur la gestion ultérieure du point d'eau par ses usagers,
- un recensement du cheptel potentiellement utilisateur du futur point d'eau,
- l'établissement d'un devis et le calcul de la part cofinancée,
- l'élaboration d'un montage financier avec les villageois, les comités de développement, les groupements cotonniers, les communes rurales,
- l'organisation d'une collecte en fonction du montage financier adopté par les usagers,
- l'ouverture d'un compte si le « comité gestion de mare » décide de se constituer en un groupement homologué.

La décision d'intervention dépend de la mobilisation effective du cofinancement local.

Les tableaux page suivante récapitulent l'état de cette programmation au 30/11/96. Les décisions d'intervention seront définitivement arrêtées au 31/12/96, d'abord en fonction de la disponibilité effective du financement local.

¹⁹ Les documents méthodologiques du programme « gestion de l'eau » mis au point au cours de ce semestre figurent en annexe.

Pour 1997, l'ampleur des demandes dépasse la capacité d'intervention du parc de matériel disponible dans le Nord-Cameroun et grèverait lourdement le budget de projet si nous tentions d'y répondre. Des priorités seront établies en fonction du montant des participations locales, de l'acuité des problèmes d'abreuvement et de la probabilité d'une gestion ultérieure du point d'eau.

Les usagers tiennent à ce que les cotisations individuelles se fassent au moment du paiement du coton. Les paiements s'effectuent pour la plupart entre janvier et mars, ce qui est trop tard pour pouvoir engager les chantiers avant les pluies. Afin de commencer les chantiers au plus tôt, nous proposons une procédure pour que chaque usager puisse s'engager à verser une cotisation proportionnelle à la taille de son cheptel dès novembre ou décembre. Des **certificats d'engagement** de contribution attesteront de la « promesse » de l'usager à participer au financement de la mare dès lors qu'il touchera l'argent du coton. Ces certificats seront en 3 exemplaires : un pour l'usager, un pour le trésorier du compte mare et un pour l'animateur.

Gestion de forages

Dans les grappes de villages des terroirs-test ont été mis au point des systèmes de gestion apportant une amélioration réelle au fonctionnement de ces équipements. En annexe figure le canevas général d'animation pour des systèmes de gestion optimaux.

Cette amélioration de la gestion n'est possible que grâce à la présence permanente d'un animateur, voire d'une animatrice en pays fulbe, tant les blocages à lever et les incompréhensions sont nombreux. Ceci hypothèque évidemment la reproductibilité de cette intervention sur les 2.000 points d'eau des trois provinces septentrionales.

Par conséquent, cette intervention sur les forages se limitera aux terroirs-test. Aucune extension ne sera envisagée avant la fin de la première phase du projet DPGT.

Biefs

Cette intervention, en relais du GOIB, concerne les régions de Guider et Garoua. Elle est restée en silence au cours de ce semestre compte tenu de la saison des pluies. Les actions sur ce thème reprennent depuis ces derniers jours pour programmer les nouveaux sites.

De nouvelles sessions de formation sont prévues ainsi que des déplacements entre paysans pour visiter les réalisations déjà faites.

2.2.°) Gestion de l'Arbre

Ce programme agit sur trois échelles :

- Echelle de la zone cotonnière
- Echelle de la région autour de Maroua
- Echelles locales

Echelle de la zone cotonnière

Appui aux pépiniéristes privés

Cet appui concerne 87 producteurs de plants d'arbres identifiés au cours du premier semestre 1996. 38 pépiniéristes privés ont été formés dans l'Extrême-Nord, 49 dans le Nord. Le contenu de ces formations, à la fois théoriques et pratiques, s'articule autour des techniques de production de plants, du greffage et de la gestion des pépinières.

La production de ces pépiniéristes a été suivie par les agents forestiers :

	Production réelle	% fruitiers
Nord	62.489	37 %
Extrême-Nord	50.383	21 %
Total	112.872	30 %

Plus de 110.000 plants ont été effectivement produits par ces 87 pépiniéristes, soit une production moyenne de 1.300 plants par personne. Il s'agit donc de petites pépinières, procurant des revenus complémentaires.

Les fruitiers correspondent à environ 1/3 de la production totale. Dans l'Extrême-Nord, l'acacia senegal occupe plus de 40 % de la production totale de plants. Dans le Nord, l'eucalyptus représente 30 % de la production.

La production de certaines essences, comme l'acacia senegal, le manguier greffé, l'eucalyptus, n'a pas suffi à la demande.

Un appui logistique a été fourni à l'ensemble des pépiniéristes formés par le projet par la fourniture de sachets plastique de qualité (marque Plasticam).

	Sachets vendus comptant	Sachets vendus à crédit	Sachets subventionnés
Extrême-Nord	42.150	6.500	6.000
Nord	77.000	15.700	20.600
Total	119.150	24.200	26.600

Au total, 169.950 sachets ont été fournis, dont 84 % ont été vendus.

Il apparaît que les ventes de sachets à crédit ne sont pas remboursés. Seulement 30 % des crédits sachets ont été remboursés malgré l'initiative du forestier Nord de passer des contrats de partenariat. **Ces crédits ne seront plus reconduits.**

Les pépiniéristes formés par le projet sont régulièrement suivis par les forestiers du projet. Ce suivi a pour objet :

- l'élaboration d'un compte d'exploitation pour estimer la rentabilité des pépinières,
- l'évaluation du niveau technique des pépiniéristes,
- la mise en relation des pépiniéristes avec les membres des groupements de producteurs.

Ce suivi est permanent : il montre que les problèmes techniques ne sont pas encore résolus. Après une session de formation, 30 % des pépiniéristes stagiaires maîtrisent réellement les techniques de production de plants forestiers et fruitiers, ce qui implique nécessairement la reconduction des sessions de formation. Ainsi, au cours du semestre écoulé, les forestiers DPGT ont mis au point de nouvelles formations comprenant une session d'initiation et une session de perfectionnement.

Des conseils à la gestion de la pépinière incitent à la tenue de documents pour l'inventaire de matériels au début de la campagne, l'inventaire mensuel de plants, un registre de recettes et dépenses, un cahier de vente (comptant et à crédit, don, perte). Ces documents de gestion sont sans doute un peu trop sophistiqués pour ceux des pépiniéristes qui ne savent ni lire ni écrire.

Tous les animateurs secteur du projet DPGT ont été sollicités pour informer les groupements qu'ils encadrent de la présence d'une pépinière dans les environs, des prix des plants, des essences vendues,... Des informations sur ces pépiniéristes ont été diffusées sur les ondes de la CRTV. Ce travail de mise en relation doit permettre progressivement au pépiniériste de travailler à la commande et de ne plus produire en fonction de vagues estimations de la demande. Grâce à ce travail de promotion, **70 à 85 % de la production de plants a été écoulee au lieu de 40 % avant l'intervention du projet DPGT.**

Un groupement de pépiniéristes s'est créé spontanément dans la région de Kaele. Il s'agit du SPAK. Le projet DPGT lui a accordé un temps d'antenne à la CRTV pour qu'il se fasse connaître dans la province de l'Extrême-Nord.

Promotion de l'acacia senegal

Suite aux journées d'information sur la filière gomme arabique, le projet a fourni 500 sachets et de la semence à tout pépiniériste intéressé par la production de plants de gommiers. Au total, **36.200 acacia senegal ont été produits**, dont plus de 80 % dans l'Extrême-Nord.

Malgré quelques plantations de démonstrations, des pertes assez importantes sont apparues à la plantation. Il sera nécessaire de poursuivre la convention avec l'IRAD-Forêt sur ce thème.

La demande en gommiers est unanime et importante. Ce programme sera étendu, notamment par la formation de nouveaux pépiniéristes sur les principaux lieux de production et par un démarrage précoce des pépinières.

La société CEXPRO devra en revanche faire un effort de clarté dans l'affichage de ses prix et elle sera sollicitée pour cofinancer ce programme de promotion de la production d'*acacia senegal*.

Foyers améliorés

La formation sur les foyers améliorés en collaboration avec l'AFVP s'est poursuivie au cours de ce semestre. Elle s'est concentrée sur la **formation de 18 artisans tôliers**. Une évaluation de ce travail est en cours. Il semblerait que ces artisans, faute de matière première ou de débouchés, ne se transforment pas véritablement en fabricants de foyers améliorés.

Démonstrations

Arbres en milieu scolaire

Afin de familiariser les élèves, futurs agriculteurs, aux techniques sylvicoles, un petit programme de plantations de 1.400 arbres a été initiée dans 6 écoles de la région de Garoua. 700 arbres sont encore vivants, soit 50 % de pertes.

Plantations de démonstration

Des plantations d'arbres à caractère démonstratif ont été réalisées pour améliorer la rentabilité des bandes anti-érosives des blocs de culture aménagés cette année. Ces démonstrations, effectuées par le forestier de la province du Nord et entièrement financées par le projet, n'ont eu que peu de réactions positives. Le contexte foncier du Nord n'est pas encore propice à ce genre d'investissement. La concurrence herbacée dans les bandes anti-érosives empêcherait le développement des essences forestières. De plus, « l'arbre projet » inquiète les paysans qui le considèrent comme un outil de spoliation foncière au profit de l'administration.

En revanche, des plantations en accompagnement des cordons pierreux installés dans la région de Guider semblent plus appréciées.

Echelle de la région de Maroua

Le projet DPGT souhaite travailler, à terme, sur l'ensemble du bassin d'approvisionnement en bois de feu de la ville de Maroua. Fort du constat de demi-échec des interventions en foresterie dans le Nord-Cameroun, le projet cherche à concevoir une intervention qui porte à la fois sur un **transfert de responsabilités** des massifs forestiers au profit des villageois qui y vivent et sur une **adaptation des textes réglementant la filière**.

Cette opération est d'une telle ampleur qu'elle dépasse l'envergure du projet, mais notre équipe se propose néanmoins de préparer une future intervention. Ce travail préparatoire consiste en l'accumulation de données sur la filière bois de feu autour de Maroua et sur les pratiques d'exploitation.

L'enquête-traffic réalisée en collaboration avec le CEDC (Universités de Leiden et de Dschang) et la délégation provinciale de l'Environnement a mobilisé 43 personnes pour assurer un comptage de jour comme de nuit pendant 8 jours aux différents points d'entrée dans la ville. Le coût de cette enquête s'élève à 890.000 CFA, répartis entre le projet DPGT (429.600 CFA) et le CEDC (460.800 CFA). La diffusion de cette enquête se fera dans le courant du mois de décembre 1996, avant la venue de M. Montagne, responsable du projet Energie 2 à Niamey dont nous nous inspirons largement.

Les premiers résultats sont les suivants :

Le trafic de bois de feu vers Maroua est en pleine expansion. De 33.000 tonnes en 1989, nous sommes à présent à environ 70.000 tonnes !

- L'approvisionnement se fait sur des distances de plus en plus longues, jusqu'à 80 km de Maroua.
- Trois types d'approvisionnement se distinguent : un approvisionnement familial, assuré par des piétons ; un approvisionnement commercial de proximité, effectué par vélo ; un approvisionnement commercial par camion.
- Diverses informations statistiques vont renseigner l'administration et orienter une proposition de projet sur l'organisation de la filière. A titre d'exemple : ¼ du bois commercialisé est vert ; 64 % du bois transporté est acheté à des bûcherons,...

L'étude sur les pratiques d'exploitation des massifs forestiers dans l'une des régions fournissant Maroua a été confiée à l'IRAD-Forêt dans le cadre de la convention IRAD/DPGT. Ce document, toujours en attente, devrait être remis au projet très prochainement²⁰.

Echelle des terroirs

Ces actions ont déjà été décrites dans le cadre du volet « gestion de terroirs ». Nous les présentons ici à titre de rappel :

- densification du parc à *Faidherbia albida* ;
- promotion de l'*acacia senegal* dans tous les terroirs où nous intervenons, avec la société CEXPRO.

Ces deux axes vont se développer sur des échelles plus vastes, en l'attente d'une intervention à l'échelle de la zone cotonnière.

Les essais de multiplication d'essences arborées fourragères, comme le *stereospermum kunthianum*, n'ont pas donné les résultats espérés. Il convient de reprendre ces expérimentations dans le cadre de notre collaboration avec la recherche.

4°) Observatoire du foncier

La question foncière est considérée comme l'une des clés de voûte aux problèmes de développement et de protection de l'environnement.

- L'absence d'investissement à long terme des producteurs est souvent comprise comme une manifestation du manque de sécurité foncière.
- Aux clivages ethniques se superposent des jeux politiques qui exacerbent les tensions entre différentes communautés au point de multiplier des situations réellement explosives.
- L'arbitrage des conflits n'est pas accepté par toutes les communautés.

²⁰ Un résumé a été transmis en novembre.

Le projet DPGT s'est proposé d'observer les dysfonctionnements des systèmes fonciers en vue, à plus long terme, de réunir et de synthétiser une information destinée aux décideurs afin de parvenir à une politique régionale d'aménagement du territoire et à un conseil sur la résolution des litiges sur la terre.

A cet effet, les AGT observent et décrivent régulièrement tout conflit survenant dans leur zone d'intervention. A chaque fois, une note est rédigée et transmise à notre partenaire, l'ORSTOM. Au total, une dizaine de notes ont été rédigées ; elles seront reprises dans une synthèse co-rédigée avec l'ORSTOM.

Les deux études effectuées à l'échelle de deux terroirs (Ngourore et Gatouguel) par des thésards en géographie ont été rédigées et diffusées. L'étude de Ngourore met en évidence un regain de tension entre migrants et autochtones dont l'arbitrage par la chefferie s'avère, pour l'instant, plutôt au détriment des migrants agriculteurs.

5°) L'équipe du volet GT/GRN

Au 01/12/96, l'équipe du volet « gestion de terroirs / gestion de ressources naturelles » compte 17 personnes, dont 2 à la tâche :

- 6 animateurs gestion de terroirs : Mowo, Balaza, Sirlawe, Moulvoudaye, Siri, Tcheboa, Boundang,
- 2 « animateurs mares » mis à disposition par la délégation provinciale de l'Agriculture pour l'Extrême-Nord,
- 2 responsables forestiers intervenant à l'échelle de la province, dont l'un est mis à disposition par la délégation provinciale de l'Environnement du Nord,
- 2 agents forestiers mis à disposition par la délégation provinciale de l'Environnement du Nord,
- 1 animatrice, employée à la tâche, travaillant sur les questions de gestion de forages et de foyers améliorés auprès des femmes musulmanes,
- 1 agent de contact mbororo, démissionnaire sur Tcheboa compte tenu de menaces sur sa personne, embauché à la tâche sur Touroua,
- 1 superviseur pour la province du Nord,
- 1 responsable basé à Maroua.

Un agent forestier sera recruté à partir du 01/12 pour relayer le forestier de l'Extrême-Nord dans la région de Yagoua, où le développement de l'activité sur les parcs arborés est très important.

CONCLUSION

Les interventions du volet « Gestion de Terroirs / Gestion de Ressources Naturelles » poursuivent leur progression.

D'un point de vue méthodologique, cinq constats apparaissent :

- Des actions mises au point dans le cadre du réseau de terroirs-test « s'exportent » sur un nombre beaucoup plus important de villages. Ces « axes forts » correspondent à nos travaux sur **la conservation de céréales, sur la régénération des parcs à *faidherbia* et sur l'abreuvement du bétail**. Le programme sur le *faidherbia* va passer de 2.000 à 80.000 arbres préservés, celui sur les greniers, initiés auprès de 3 groupements, va toucher différentes céréales (mil rouge, *muskwaari*, maïs) auprès d'une trentaine de groupements et les demandes d'intervention en hydraulique pastorale dépassent largement la capacité d'intervention non seulement du projet DPGT mais de tout le parc de matériel du Nord-Cameroun. Ces extensions sont envisagées sans inflation des effectifs du projet, mais, au contraire, avec une prise en main des opérations par les producteurs.
- Les agents des autres volets du projet DPGT observent la qualité des relations entretenues par les animateurs gestion de terroirs avec les producteurs et souhaitent, de plus en plus, s'inspirer de ces méthodes de travail.
- La mise en confiance des habitants des terroirs-tests par des actions répondant à leurs souhaits permet l'extension des interventions sur des thèmes plus délicats, tels **l'arbitrage des conflits entre agriculteurs et éleveurs** ou au sujet de l'accès à différentes ressources naturelles.
- La mise au point de méthodes, tant sur les mares que sur les terroirs, s'affine et permet d'envisager des actions de plus grande envergure dans une éventuelle deuxième phase du projet, sans qu'il ne soit nécessaire à nouveau de multiplier les études d'identification et de réfléchir sur la façon d'intervenir.
- La mise en évidence de la « demande sociale » par le biais de notre approche dans les terroirs confirme les conclusions des études de terroirs de l'ORSTOM : **les problèmes exprimés par les villageois correspondent moins à des questions d'ordre technique qu'à des difficultés liées à l'organisation des sociétés et des espaces ruraux** (concurrences entre communautés, compétitions pour l'accès aux ressources et aux infrastructures, absence d'arbitrages, pressions des chefferies,...).

Les actions à l'échelle du territoire initiées depuis ce semestre dans la province du Nord confirment la pertinence du changement d'échelle (de terroir à territoire). La mise au point de nouveaux outils (SIG) permettant à très court terme **une régularisation et une formalisation de l'accès à la terre** entre les différentes communautés peut être considérée comme l'un des résultats essentiels de ce volet au sud de Garoua.

Au terme de cette deuxième année, le volet GT / GRN parvient à :

- une **cohérence** grâce au respect de principes méthodologiques qui visent à ce que les producteurs choisissent les actions qui doivent être conduites chez eux et participent à leur financement ;
- une **échelle de plus en plus significative**, par l'émergence d'axes de travail qui sortent des terroirs, et par un changement des échelles d'analyse et d'intervention qui évoluent progressivement du terroir vers le territoire.

Annexes

Annexe n°1 : extension de l'opération *faidherbia*

Annexe n°2 : mémento animateur mare

Annexe n°3 : AVP Mofu

Annexe n°4 : règlement intérieur mare Agoyo

Annexe n°5 : règlement intérieur provisoire *yaere* Moulvoudaye

Annexe n°6 : documents divers méthodologie « gestion de l'eau ».

Annexe n° I

EXTENSION DE L'OPERATION FAIDHERBIA

Chacun reconnaît les vertus du *faidherbia* en matière de fertilité. Au cours de la dernière campagne, l'opération visant à régénérer les parcs à *faidherbia albida* dans le cadre des terroirs-test a rencontré un écho très favorable de la part des agriculteurs, quelle que soit la région concernée. Il s'agit d'une activité complémentaire au travail mené par les zootechniciens et les équipes d'aménagement sur les problèmes de dégradation des sols.

Les actions menées dans les terroirs n'ont qu'un intérêt expérimental dans la mesure où elles se limitent à des espaces restreints : il convient de les développer si elles apparaissent pertinentes aux yeux du producteur et du technicien.

Ainsi, au cours de la campagne 1997, le volet GT/GRN envisage d'étendre cette activité dans 3 régions de l'Extrême-Nord : Yagoua, Kaele et Maroua-Sud.

I°) Méthode

II°) Le canevas d'animation¹

a) Constat d'une baisse des rendements et d'une saturation foncière

Evaluer avec les producteurs les quantités produites depuis 10, 5, 3 ans sur un même champ et chiffrer la baisse des rendements. Essayer de convertir cette baisse en argent pour chiffrer le manque à gagner

Solutions :

- Emigration : de moins en moins rentable en ville, retour des « sauveteurs », difficile dans la Bénoué où les chefferies multiplient les tracasseries.
- Apport de fumier, construction d'étables fumières et problèmes de transport en voie de règlement par la possibilité d'appui à l'équipement en charrettes utilisées par de petits groupes (GUMA) : solution valable, actuellement mise en oeuvre, mais qui ne répond que partiellement aux problèmes de fertilité.
- Recours aux engrais minéraux : indispensables et irremplaçables, mais plus en plus chers. Probablement encore plus chers en cas de privatisation de la SODECOTON.
- Jachère plus longue : très difficile, voire impossible, compte tenu des besoins en terre et du nombre croissant de jeunes agriculteurs en quête de parcelles.

b) Propositions pour multiplier le *faidherbia*

Une autre solution (aussi partielle) : augmenter le nombre de *faidherbia* dans ce terroir. Qu'en pensent les gens ? Evaluer la perception des cultivateurs à l'égard de cet arbre.

- Quelles observations font-ils ? Ses vertus fertilisantes et fourragères sont-elles bien admises ?
- Le *faidherbia* pousse naturellement. Comment les gens expliquent-ils qu'il n'y en ait pas partout ? Pourquoi, puisque les qualités du *faidherbia* sont reconnues, les parcs vieillissent et qu'il y a peu de cultivateurs qui décident de conserver cet arbre ?
- Quels sont les autres utilisations du *faidherbia* ? Fourrage de saison sèche, autres ?
- Que serait leur village sans le *faidherbia* d'après eux ?
- Veulent-ils avoir plus de *faidherbia* ou non ?

Ne pas hésiter à ressortir les proverbes et les images en langue locale pour bien comprendre comment les villageois se représentent cet arbre.

¹ Les AGT adapteront ce canevas à leur contexte régional.

c) Propositions d'actions

(si a) et b) sont concluants)

- Une petite prime pour chaque arbre repéré et dont le propriétaire s'engage à le préserver ;
- Montant 100 F CFA/arbre, paiement échelonné sur 3 ans (50/25/25) pour s'assurer du maintien de l'arbre jusqu'à une taille où il craint moins le feu et les coups de machette ;
- Prise en charge de la prime par DPGT, mais il doit être d'abord proposé aux groupements de prendre cette subvention en charge ;
- Les jeunes arbres sont repérés à l'aide d'un coup de peinture (bleue en 1997, rouge en 1996).
- Modalités de contrôle des arbres préservés : déclaration paysanne et contrôle systématique par un agent de comptage rémunéré à la journée par DPGT. Aucune prime si fausse déclaration.
- Ordre des actions : constitution d'une liste de volontaires, recensement du nombre de parcelles, fixation d'une date limite des déclarations, fixation d'une date du comptage, fixation d'une date de la remise de prime, paiement avant le 15/7/97.

Choisir également quelques parcelles de démonstration où des *faidherbia* seraient plantés dans des terrains de culture où la régénération naturelle ne se fait plus. Ces plants seront produits par les pépiniéristes privés formés par DPGT.

12°) Organisation

- Les premières animations démarreront fin décembre, pour que les cultivateurs soient largement informés avant de préparer leurs parcelles.
- Les agents de comptage seront recrutés par l'AGT ou l'AR. De préférence, ils seront d'un village voisin des zones où la comptage sera effectué pour éviter les risques de surdéclarations au profit d'une famille ou d'un groupe d'amis.
- Critères de sélection des zones de régénération des parcs à *faidherbia* :
 - ⇒ Zone dont les sols fatiguent,
 - ⇒ Zone où une repousse naturelle du *faidherbia* s'observe encore,
 - ⇒ Zone de faible couvert végétal,
 - ⇒ Zone comprenant peu de *kara*,
- Pour l'instant, l'extension de ce programme ne porte que sur une essence : le *faidherbia*. L'idée de travailler également sur le *prosopis africana* (*kohi* en fulfulde) a été écartée compte tenu de propriétés moins intéressantes et d'une régénération naturelle plus disparate.

2°) Région de Yagoua

C'est dans le Mayo-Danaï que l'extension de l'opération *faidherbia* sera la plus importante, notamment dans la grappe de terroirs autour de Sirlawe.

6 zones ont été retenues dans les 5 secteurs de la région :

- ⇒ Taala, secteur de Taala
- ⇒ Ardaf, secteur de Ardaf
- ⇒ Tcherfeke, secteur de Dana
- ⇒ Gobo I, secteur de Gobo
- ⇒ Domsoukou, secteur de Gobo
- ⇒ Sirlawe, secteur de Doukoula

Toukrou Antoine, AGT Sirlawe, est chargé de cette opération pour les secteurs de Doukoula et Taala. Un technicien forestier, à recruter prochainement, aura en charge les autres secteurs de la région.

A Sirlawe, l'extension de cette opération se fera le long de deux axes à partir du terroir-test de Sirlawe. Cette extension comprend les villages de Sirlawe, Dadjamka, Tounbouï, Bobaï, Damdama, Dolgay, Bouzar, Dowaya, Bargin, Guerme, Piou, Oula, Lera, Golonchaï, Guidingding.

Le nombre de plants préservés par village s'élève en moyenne à 3.000. Autour de Sirlawe, ce nombre est estimé à environ 39.000 plants, auxquels il faut ajouter les 2.000 de l'an dernier. Pour les autres secteurs, nos estimations oscillent autour de 20.000 arbres, ce qui porte le nombre de plants à préserver en 1997 à 61.000 pour la région de Yagoua.

3 agents de comptage seront recrutés pendant 20 jours à Taala, Dana et Ardaf. A Gobo, un autre agent sera employé pour une période de 40 jours tandis qu'à Sirlawe 2 agents seront embauchés pendant 100 jours. Un agent peut répertorier environ 200 plants par jour. La période de comptage s'étalera de Mars à Juin. Elle peut s'achever après les semis. Les agents de comptage seront rémunérés à raison de 800 CFA/jour.

Pour la région de Yagoua, le coût estimé de cette opération s'élève à :

Main d'oeuvre comptage	240.000
Prime 1 ^{ère} année, 59.000 arbres	2.950.000
Prime 2 ^{ème} année, 2.000 arbres	50.000
soit	3.240.000
soit 53 CFA/plant préservé pour cette année et 103 CFA/plant en coût réel sur 3 ans.	

La supervision de ce programme revient à l'AR Yagoua pour l'ensemble de la région et à l'AGT pour Sirlawe et Taala.

3°) Région de Kaele

Près de 1 600 plants ont été préservés dans cette région l'an dernier. Cette année, trois zones seront retenues :

	Prévision plants	Responsable	Agent de comptage	Budget
Yaere de Moulvoudaye	2000	AGT Moulvoudaye	10 jours	108.000
Moumour / Mindjil	3000	AS	15 jours	162.000
Zouzou ²	3000	AS	Animateur mission, 15 jours	150.000

Le coût de cette opération dans la région de Kaele s'élève à 420.000 CFA, soit 52,5 CFA/arbre pour cette année et 102,5 CFA/plant en coût réel sur 3 ans.

La supervision de ce programme revient conjointement au forestier DDP Maroua et l'AR Kaele.

4°) Région de Maroua-Sud

Deux zones ont été retenues :

	Prévision plants	Responsable	Agent de comptage	Budget
Balaza	2000	AGT Balaza	10 jours	108.000
Secteur de Mokong	5000	AGT Mowo	25 jours	270.000

Dans les secteurs de Mokong, les villages pour lesquels une extension est retenue sont Zidim, Mowo, Tchembé, Zamalao, Djamdudi, Boula-centre et Tchoumpel. 1 155 plants ont été « primés » l'an dernier ; il conviendra de prévoir 25 CFA/plant pour cette deuxième année de croissance des plants.

² en collaboration avec la Mission Catholique

Le coût de cette opération dans la région de Maroua-Sud s'élève à 406.875 CFA, soit 50 CFA/arbre pour cette année et 100 CFA/plant en coût réel sur 3 ans.

La supervision de ce programme revient conjointement au forestier DDP Maroua et aux AGT.

5°) Régions de Garoua & Guider

Le forestier du Nord va lancer cette opération dans 4 secteurs, ce qui représentera environ 8.000 plants supplémentaires de *faidherbia* préservés. Le coût de cette opération dans la province du Nord est estimé à 432.000 CFA.

Conclusion

Le budget de cette opération pour 1997 s'élève à :

	Prévisions plants protégés	Coût
Yagoua	61.000	3.240.000
Kaele	8.000	420.000
Maroua-Sud	7.800	378.000
Guider/Garoua	8.000	432.000
Total	84.800	4.460.000

soit 52,6 CFA/arbre pour cette année et 102,6 CFA/plant en coût réel sur 3 ans.

Ce coût peut paraître élevé, mais il est en fait raisonnable dans la mesure où nous sommes assurés de l'effet sur la fertilité des sols. L'apparition de 85.000 arbres de plus va changer le paysage de ces zones dans les années à venir. En comparaison, le coût d'une campagne de reboisement est nettement plus élevée (sachets, pépinières, intrants, trouaison, suivi,...).

Le coût d'intervention hors prime du projet est dérisoire puisqu'il ne s'élève qu'à 2,6 CFA/plant (sans compter les frais de fonctionnement DPGT)

L'opération *faidherbia* pourra éventuellement trouver un site dans la région de Maroua-Nord (éventuellement Dougje). Plafond à 1.000 arbres.

L'importance de l'opération dans la région de Yagoua nécessite le recrutement d'un technicien forestier, affecté à Dana, qui sera appelé à d'autres tâches : *acacia senegal*, pépinières privées, fruitiers,... Ce technicien sera équipé d'une moto.

Annexe n°2

Mémento pour les animateurs Gestion de Mares

Mare de : **1°) Premiers contacts**

Période :

Note n°1 sur :

- Villages concernées
- Personnalités rencontrées
- Description du point d'eau (*s'il s'agit d'une réhabilitation*)
- Analyse des pratiques d'abreuvement. Estimation du coût de l'abreuvement par tête et par exploitation
- Observations sur la nécessité d'une nouvelle mare ou d'une réhabilitation
- Information des responsables administratifs locaux (Elevage, sous-préfecture, chefferie,...)

2°) 3 accords de principe

Période :

- Accord des usagers sur l'emplacement de la mare (*s'il s'agit d'un nouveau creusement*)
- Accord sur le cofinancement
- Accord pour un système de gestion qui empêche l'accès direct du bétail

Note n°2 sur l'acceptation ou le refus de ces conditions et les difficultés prévisibles

3°) Etude de faisabilité simplifiée

Période :

- Recensement du cheptel en UCE par quartiers et par famille
- Sondage à la tarière
- Devis (après levés topographiques, réalisation de 1 ou 2 plans —situation actuelle et après aménagement—, calibrage en fonction du recensement, positionnement en fonction de l'écoulement des eaux)
- Choix des équipements annexes (motopompe, type de clôture, nombre d'abreuvoirs,...)
- Contrat d'aménagement

Note n° 3 comprenant le tableau de recensement, les 2 plans, le devis, le contrat d'aménagement et un texte d'accompagnement portant sur les difficultés rencontrées.

4°) Montage financier

Période :

- Evaluation de la participation financière locale (15 % si nouvel aménagement, 30 % si réhabilitation)

- Identification des différentes sources de financement : contributions individuelles, comités de développement, AVP, autres projets, communes rurales,...
- Répartition des montants entre les différentes sources de financement
- Assemblées Générales avec Animateur Secteur pour le déblocage de fonds
- Organisation de la collecte par famille en fonction des UCE, choix de responsables de collecte
- Décision sur les dates d'échéance de paiement, distribution des certificats d'engagement
- Décision sur le lieu de dépôt de l'argent collecté
- Décision relative aux « non-payers »

Note n°4 récapitulative de cette phase avec mention des difficultés rencontrées.

5°) Conception du système de gestion

Période :

- Attirer l'attention des usagers, si ce n'est déjà fait, sur l'intérêt à monter une instance de gestion de la mare. Choix des responsables et de un ou plusieurs gardiens. Déterminer le statut de ce comité
- Etablir les règles d'utilisation
- Rédiger un **règlement d'utilisation** de la mare
- Informer tous les usagers des dispositions qui ont été prises
- Voir avec la chefferie les modalités d'application des sanctions à l'égard des contrevenants
- Etablir un **budget prévisionnel d'exploitation** et répartir les coûts de fonctionnement sur l'ensemble des usagers selon les UCE

Note n°5 récapitulative de cette phase avec mention des difficultés rencontrées.

6°) Suivi des travaux

Période :

- Explications aux conducteurs, matérialisation par piquet des zones à terrasser
- Pointage des heures de travail réelles
- Information de la DT en cas de panne

Note n°6 récapitulative de cette phase avec mention des difficultés rencontrées.

7°) Suivi du système de gestion

Période :

- Noter les écarts par rapport à ce qui est prévu dans le règlement
- Adaptations du règlement si nécessaire
- Suivre les rentrées des redevances
- Observer l'application réelle des sanctions
- Observer les modes d'intégration ou d'exclusion des troupeaux étrangers

Note n°7 détaillée sur la mise en oeuvre et les problèmes du système de gestion de la mare.

Annexe n°3**Gestion de Terroirs et évolution d'une AVP.
Le cas de Mofu, secteur de Mokong***Elias Gondji, Tchindebe Martin*

Considérée depuis sa création comme la propriété de la chefferie de Zidim, l'AVP de Mofu a depuis un certain temps, connu une évolution remarquable ; elle tend aujourd'hui vers un groupement mieux structuré et plus autonome, le GIC. Le visage actuel de ce groupement est le résultat d'un travail conjoint de l'AGT Mowo et de l'AS Mokong qui a duré près d'un semestre.

Un groupement tenu par la chefferie

L'AVP de Mofu a toujours été l'objet de la chefferie, l'une de ses principales sources de revenus. Pour constituer « son » bureau, le chef a toujours porté son choix sur des individus faciles à manipuler. En fait, les membres du bureau étaient en poste juste pour remplir les formalités exigées par la SODECOTON.

En 1987, l'ancien *laamido* du canton de Mofu-Sud a destitué certains membres de l'AVP parce qu'ils rendaient compte du fonctionnement de l'association à ses membres. Lors d'une assemblée générale, le *laamido* a déclaré « *je ne peux pas travailler avec ceux que je ne peux dompter. J'ai donc décidé de les remplacer.* »

Les dysfonctionnements de l'AVP de Mofu

Dans le souci d'étendre ses activités aux villages autour de Mowo, l'AGT s'est rendu à Zidim le 30/12/95 pour des réunions devant constituer la phase d'auto-analyse, afin de permettre au projet DPGT de prendre connaissance des problèmes qui freinent le développement rural de ce village.

Evoquant leurs problèmes, les paysans se sont attardés longuement sur le fonctionnement de leur AVP : « *Nous ne comprenons pas ce qu'est l'AVP et pourquoi l'a-t-on créée ? Qui doit bénéficier des ressources de cette association ? Car, depuis sa création, aucune réunion ne s'est tenue pour décider de la gestion des revenus de l'AVP. Or, ailleurs, nous apprenons que les paysans réalisent beaucoup de choses avec l'argent de l'AVP. Nous venons d'apprendre que les paysans de Mowo ont créé un groupement qui s'appelle GIC. Peux-tu nous expliquer clairement ce qu'est ce nouveau groupement et nous dire comment le créer ? Comme tu travailles à la SODECOTON, nous sommes sûrs que tu peux nous apporter toutes les explications possibles.* »

Parallèlement à son travail d'animation dans les villages de Zidim et Mofu, l'AGT s'est intéressé de près à la manière dont l'AVP de Mofu était appropriée par la chefferie. Il s'est proposé de faire une enquête complémentaire pour mieux comprendre les dysfonctionnements de cette AVP, ce qui n'était pas chose facile. En effet, le chef a laissé au bureau directeur de l'AVP de strictes instructions pour interdire l'accès aux documents de l'association. De leur côté, les paysans redoutaient de communiquer des informations par crainte de représailles. Il faudra attendre le renouvellement du bureau pour pouvoir consulter les documents de l'AVP et pour que les paysans se mettent à parler de « leur » association.

Plusieurs points ont attiré l'attention de l'animateur et montrent les dérives de fonctionnement de cette association :

- Les documents comptables prouvent que plusieurs déblocages de fonds n'ont pas servi à leurs fins : construction de salles de classe, salaire d'un maître,... Les paysans affirment qu'ils n'ont jamais eu l'occasion de participer à des réunions où se prenaient les décisions de dépenses. L'an passé, par exemple, 40.000 CFA ont été débloqués pour payer un maître d'école, mais le président de l'APE (Association des Parents d'Elèves) n'a jamais vu l'argent : le maître a été rémunéré par l'APE.

- Deuis la création de l'AVP, le magasin de la SODECOTON a été deux fois cambriolé. Des fûts de produits de traitement³, des charrues et du matériel agricole ont disparu. Ces vols se sont fait sans effraction : la porte a été ouverte et refermée à clé. Tout porte à croire que ce sont les membres du bureau eux-mêmes, vraisemblablement appuyés par le chef, qui se sont servis dans le magasin. La caisse de l'AVP a supporté ce vol, ce qui a, encore un peu plus, affaibli ses revenus.
- En 1993, les membres du bureau ont détourné une somme de 250.000 CFA destinée au paiement du coton. A la fin du paiement, un certain nombre de producteurs n'ont pas perçu leur argent. Interrogés, les membres du bureau ont déclaré que « *l'argent est insuffisant pour payer tout le monde, car la SODECOTON n'a pas bien fait le calcul* ». Ces cultivateurs se sont ensuite rendus au secteur de Mokong, où le personnel SODECOTON a confirmé que le coton de Mofu a été intégralement payé. Pour récupérer leur dû, ces paysans ont du recourir à la justice qui a contraint les membres du bureau au remboursement sur leurs propres fonds. Le chef est intervenu pour réclamer la liberté des membres du bureau après remboursement.
- Malgré ces détournements, le chef a insisté pour maintenir les membres du bureau. La SODECOTON a alors suspendu l'AVP de Mofu pendant deux ans. Au moment de remettre en place cette AVP, le chef a de nouveau proposé les mêmes personnes sous prétexte que les paysans de son village ne s'intéressent pas à l'AVP et n'assistent jamais aux réunions.
- Lors de la dernière vente du coton, le chef a demandé à l'équipe d'achat, composée uniquement de membres du bureau, de lui établir des bordereaux de vente de coton pour un certain montant (200 à 250.000 CFA). Ainsi, pendant le paiement, le chef peut rembourser sans peine son crédit intrants, qui lui sert à obtenir de l'engrais utilisé en grande partie pour ses cultures maraîchères.
- Enfin, le chef s'est accaparé la plupart du matériel de démonstration (charrue asine, corps sarcleur,...) destiné à l'AVP.

L'animation préalable

A Zidim, on observe à la fois une ignorance du fonctionnement de l'AVP et une forte envie des paysans de reprendre leur AVP en main. Pour trouver des réponses aux questions posées, l'AGT a promis aux paysans d'inviter lors de la prochaine réunion l'AS Mokong, compétent en matière de groupement.

L'AS Mokong est venu le 24/1/96 ; c'est pour lui « *une très bonne chose si les paysans de Zidim veulent aujourd'hui des explications sur la notion de groupement. En fait, ce village constitue depuis longtemps l'une de mes préoccupations et ces paysans n'ont jamais rien voulu comprendre...* ».

Durant toute la réunion, l'AS a insisté sur la nécessité de se constituer en groupement qui reste pour l'instant, la seule voie pour résoudre certains des problèmes qui entravent le développement du village. On ne peut plus compter sur l'Etat puisqu'il souffre depuis plusieurs années de difficultés financières qui ne lui permettent plus d'atteindre tous les secteurs d'activités, surtout dans les zones rurales. Par conséquent, il revient désormais à chaque groupe d'individus de prendre son développement en main et ne plus espérer une manne providentielle. Même s'il y a parfois lieu d'aider des individus, l'Etat va plutôt s'intéresser à des groupes d'individus organisés.

S'agissant de l'AVP, nous avons tenu à rappeler lors de cette réunion qu'elle est une association paysanne et une propriété de la collectivité des producteurs de coton. Ce n'est donc pas la succursale d'une autorité traditionnelle. Tous les paysans doivent bénéficier des réalisations faites grâce aux ressources de cette association. Prenant l'exemple du projet de cofinancement de la mare de Zidim, nous avons informé que l'AVP pouvait financer une partie de cet investissement si sa caisse contenait suffisamment de liquidités.

³ Notons que certains produits de traitement utilisés pour le coton sont très demandés, notamment pour le maraîchage.

Quant à la différence entre AVP et GIC, l'AS a insisté sur le caractère officiel de ce dernier. Les structures du GIC sont reconnues par le gouvernement ; son fonctionnement est autonome et géré par les paysans eux-mêmes à travers des représentants qu'ils ont élu démocratiquement. A la fin de la réunion, tous les paysans ont paru très satisfaits de ces informations et se sont engagés à créer un GIC coton. Il leur fallait créer autre chose qu'une AVP, car ils ont immédiatement anticipé sur la réaction du chef. Une AVP même remodelée restera dans l'orbite du chef ; il ne parviendra pas facilement à abandonner cette structure qui lui procure autant de revenus.

L'AS a tenu à rassurer les paysans en confirmant un renouvellement réellement démocratique des membres du bureau de l'AVP, c'est-à-dire que les membres seront élus à l'issue d'un scrutin auquel tous les candidats pourront briguer un poste de leur choix. C'est d'ailleurs la seule solution équitable pour exclure du bureau les obligés du chef.

Les actions du chef pour empêcher la restructuration de l'AVP ; les solutions des animateurs pour entraver son action

Dans la démarche « gestion de terroir » et au cours de la phase « Premiers contacts », le chef du canton de Mofu-Sud a été la première personnalité à avoir été contactée à Zidim. Il ressort de cet entretien que le chef était d'accord pour que le projet DPGT, à travers l'AGT, mène ses activités dans le village.

L'AS a toujours tenu à avoir un entretien avec le chef sur son plan d'action. L'idée de création d'un GIC dans le canton de Zidim lui a été soumise à plusieurs reprises depuis plus de deux ans. Le chef a toujours manifesté sa bonne volonté pour informer les paysans à ce sujet. En fait, il n'a rien fait jusqu'au jour où les paysans ont décidé d'agir eux-mêmes.

Pour affaiblir la portée des animations de l'AGT, le chef a systématiquement interdit les réunions avec le projet DPGT sous prétexte de ne pas avoir été informé. Pris de panique par les menaces proférées par le chef à leur endroit et surtout à l'égard de l'AGT — notons que le chef a promis une mort mystique à l'AGT si la réunion se tenait —, les paysans ont envoyé quelqu'un d'urgence chez l'AGT pour le mettre au courant de l'annulation par le chef de la réunion qui devait se tenir le 28/2/96.

Arrivé précipitamment à Zidim le 27/2/96, l'AGT n'a malheureusement pas réussi à rencontrer le chef à cause de son refus catégorique de le recevoir. La réunion était tout simplement annulée. Deux jours plus tard, l'AGT est une fois de plus revenu rencontrer le chef. Cette fois-ci, il a eu la chance de le rencontrer dans son jardin. Demandant les raisons de l'annulation de la réunion, le chef a répondu que l'AGT ne l'avait pas avisé. Il a aussi demandé pourquoi lors de la précédente réunion l'AGT et l'AS ont tellement insisté sur la refonte de l'AVP. Toutefois, après une nouvelle concertation, le chef a promis de convoquer une réunion à laquelle un membre de sa cour devra assister. L'AGT a promis au chef que, désormais, les informations lui parviendront par écrit pour éviter toute confusion.

Une réunion s'est finalement tenue le 4/3/96 en présence du responsable DPGT Maroua. Au cours de cette réunion, les paysans ont toujours manifesté leur désir de se constituer en groupement, surtout après les explications données par le responsable DPGT Maroua. Ils ont compris que les ressources de l'AVP pourraient les aider, en partie, à financer leur projet de création de mare. Auparavant, le responsable DPGT Maroua s'est entretenu avec le chef sur l'intérêt de la présence du projet dans son village. Il a demandé au chef d'accorder une grande marge de liberté à l'AGT dans l'exercice de ses activités s'il veut bénéficier des prestations du projet. Reconnaisant l'importance de l'eau pour le bétail en saison sèche, le chef — qui est d'ailleurs le plus grand éleveur du village — a promis son soutien aux activités de l'AGT en ces termes : « *au départ, il y avait de petites querelles entre l'AGT et moi. Mais depuis qu'il est venu m'éclaircir sur la situation et surtout, depuis le projet de création d'une mare, il n'y a plus de problème entre nous. Toutes les portes sont ouvertes à lui pour mener à bien ses activités dans mon village* ».

Malgré le passage du responsable DPGT et malgré la ferme volonté des paysans à se constituer en groupement, le chef n'a pas totalement accepté l'idée de « libéraliser » l'AVP. L'AGT a dû contourner le problème en invitant les élites pour convaincre le chef. Un inspecteur de police, originaire du village, a été contacté pour rencontrer le chef à Zidim. Au cours de sa discussion avec le chef, il s'est attardé sur la loi de 1992 autorisant la création d'associations et de groupements dans tous les secteurs d'activité. « *Or, nous apprenons à Mokolo,*

que tu interdis la formation de groupements dans ton village. Je te dis, en tant que frère, que tu risques de t'exposer à des sanctions si les paysans nous écrivent contre toi. ». Les propos de ce genre font toujours peur, même aux autorités traditionnelles qui peuvent être destituées à tout moment par les services de l'administration renseignés par les forces de l'ordre.

L'intervention des élites a donc connu un certain succès puisque le chef a invité l'AGT et les élites à un « *pot de réconciliation* ». A partir de cet instant, l'AGT a pu tenir ses réunions sans problème.

Le chef est d'ailleurs très prudent dans ses relations avec l'administration car il risque de perdre les bonnes grâces de la sous-préfecture qui l'a soutenu jusqu'à présent. Son intronisation en 1992 a été rendue possible à partir du moment où il a démissionné de l'UNDP pour rejoindre les rangs du RDPC. En contrepartie, l'administration lui a confié pour mission une victoire du RDPC à chaque élection dans son canton : ses abus de pouvoirs et ses intimidations étaient en conséquence couverts pour cette cause.

Mais, cette année, le choix d'un site pour l'emplacement de nouveaux bâtiments administratifs a opposé le chef et le sous-préfet de Mokolo. Pour obtenir le soutien financier de la population de Zidim afin de construire ces bâtiments là où il le voulait, le chef s'est vu contraint de céder à la volonté des habitants de Zidim de reformer librement leur AVP. Ce marché tacite entre le chef et ses sujets, à savoir une collecte d'argent contre la refonte de l'AVP, a provoqué le retrait du chef des affaires internes au groupement.

Toutefois, un nouveau rebondissement a eu lieu lors de la programmation par l'AS du renouvellement de tous les bureaux des groupements du secteur de Mokong. Programmées pour le 6/5/96, les élections devaient subir par trois fois des reports, le chef acceptant difficilement leur caractère démocratique. Il avait l'habitude dans ce genre de situation de dire à l'AS que les paysans ne veulent jamais répondre présents à ce genre de réunions. Voulant chaque fois décourager l'AS et les paysans, il a reporté les élections pour défaut de quorum.

Chaque fois avant de se séparer, l'AS a encouragé les paysans à informer leurs pairs pour avoir plus de gens le jour des élections. Le chef a proposé comme nouvelle date des élections le 16/5, un jour férié. Il pensait que ce jour-là, les animateurs du projet ne travailleront pas. Malheureusement pour lui, l'AS est arrivé et un nombre assez important de paysans se sont rendus à la chefferie. Lors d'un entretien à huis clos, le chef a demandé à l'AS et l'AGT : « *Que feront-nous des gens de Korel qui ne sont pas venus ?* ». Connaissant déjà son intention, les deux animateurs ont répondu que le quorum est désormais atteint : le chef ne pouvait plus empêcher la tenue des élections. De manière démocratique, les membres du bureau ont été choisis et séance tenante, les paysans ont créé une commission de 20 membres englobant tant les élites intérieures qu'extérieures pour la rédaction des statuts d'un GIC coton à Zidim. Poussé par les paysans de plus en plus impatients, l'AGT a convoqué la commission le 16/6/96 en vue de rédiger les statuts du GIC. Aujourd'hui, une assemblée générale a adopté ce statut.

A noter que le responsable du GIC n'est autre que la personne destituée en 1987 par l'ancien *laamido*. Elle a été reconduite par les producteurs pour ses positions face au chef. « *Il nous faut quelqu'un d'indomptable par le chef pour mieux gérer notre association* ». Le chef a néanmoins conservé l'un des membres de sa famille au poste de secrétaire-adjoint, ce qui lui permet de garder un œil sur le fonctionnement du GIC.

Malgré les interventions de la chefferie, le processus de création du GIC coton et les actions de développement rural poursuivent leur chemin à Zidim. Jusqu'à présent, les velléités du chef sont contrecarrées et de nouvelles actions de développement sont envisagées, notamment le creusement d'une mare avec un système d'auto-gestion, afin de traduire dans les faits les efforts consentis par les animateurs.

Le cas de Zidim n'a rien d'anecdotique ; ce genre de situation se retrouve partout où les responsables coutumiers vivent de ponctions sur les activités agricoles et pastorales. Ce compte-rendu d'activités montre que :

- *L'émergence de contre-pouvoirs paysans dans une structure politique féodale provoque nécessairement des résistances de la part des chefferies qui voit dans l'instauration de groupements paysans autonomes une atteinte à leurs revenus et donc, à leur pouvoir. Elle ne peut se faire que dans des laps de temps*

relativement longs. Certains pourront même considérer que 6 mois pour exclure la chefferie de la gestion de l'AVP représentent en fait un délai assez court.

- *Les animateurs « gestion de terroirs » effectuent un travail de proximité, certes sur un petit nombre de localités, mais dont la portée et la finesse peuvent provoquer des changements importants dans le quotidien d'un village. Dans le cas de Zidim, il est peu probable qu'un animateur, non originaire de la région et travaillant à l'échelle d'un secteur, dispose de suffisamment de temps pour modifier les rapports de force dans ce village. Dans le cas de Zidim, l'animateur a utilisé son réseau de connaissances personnelles pour intimider le chef et faire infléchir sa position vis-à-vis des producteurs.*
- *Les animateurs sont exposés à de réelles menaces quand ils abordent les vrais problèmes.*

A.T.

Annexe n°4

Terroirs de Moulvoudaye

Règlement Intérieur de la mare d'Agoyo (Konaré)

Comité de Gestion de la Mare d'Agoyo et AGT, le 23 Septembre 1996

LES UTILISATEURS DE LA MARE

Les utilisateurs sont tous les villages membres de l'AVA d'Agoyo et Wouro-Babbarari.

Pour accéder à la mare, il faut :

- Payer les droits d'adhésion, c'est-à-dire, les cotisations fixées pour l'investissement, soit 1130 F (mille cent trente francs cfa) ; par tête de boeuf.
- Payer une cotisation annuelle, c'est-à-dire les frais de fonctionnement de la mare (qui restent à fixer par le comité de gestion).

Toute personne n'ayant pas payé et voulant adhérer doit payer le double de l'adhésion (soit 2260 F) par tête de boeuf et doit s'engager à payer les frais de fonctionnement.

Les troupeaux non pris en compte pour l'utilisation de la mare n'ont pas droit de s'y abreuver sauf :

- Dans le cas où l'eau est jugée suffisante par le bureau. Les troupeaux des villages voisins pourront accéder à la mare, mais ils doivent payer le double des frais d'adhésion, soit 2260 F par tête de boeuf ;
- Il est interdit aux troupeaux Tchogge (provenant de pays voisins comme le Tchad) de boire l'eau de la mare, dans la mesure où ils sont souvent vecteurs de maladies.

Toute personne ayant refusé de payer les frais de fonctionnement sera exclue :

- Pour la première fois, la personne peut être permise de réutiliser la mare si elle s'acquitte de ses frais ;
- Pour la deuxième fois, pour accéder à la mare, elle doit payer une taxe en plus des frais de fonctionnement. Cette taxe est égale au montant de frais de fonctionnement à payer.

La date d'ouverture de la mare doit être fixée après discussion au sein du comité de gestion de la mare (quand toutes les eaux de surface se trouvant en brousse sont épuisées).

Pour la fermeture de la mare, la même procédure doit être respectée (dès que des eaux de surface apparaissent en brousse).

L'ouverture et la fermeture doivent être décidées par le comité de gestion après concertation entre ses membres.

LES INTERDICTIONS

Il est strictement interdit :

- De laver le linge ou de se laver dans la mare et dans les abreuvoirs ;
- De pêcher dans la mare ;
- De pratiquer le maraîchage ;

- De monter sur la clôture.

Toute personne arrêtée ou surprise en train de commettre l'une de ces infractions sera interpellée par le *djaoro* d'Agoyo Fulbe qui rendra justice. Dans le cas où le *djaoro* n'arrive pas à trancher l'affaire, le *laamido* de Moulvoudaye s'en chargera pour lever le litige (ou sous-prefet).

Toute personne ayant accédé de force à la mare (sans cotiser) sera conduite devant le *djaoro*. Si le *djaoro* n'arrive pas à trancher, le *laamido*, voire le sous-préfet de Moulvoudaye seront interpellés pour rendre justice.

Pour les infractions mineures tels que se laver dans la mare ou y pratiquer la pêche, l'amende est fixée à 1000 F.

Pour les infractions majeures (accéder de force dans la mare ou y pratiquer le maraîchage), l'amende est fixée à 5000 F (cinq mille francs cfa).

Le *djaoro* est chargé d'appliquer les amendes. Dans le cas où il est dépassé, l'affaire sera conduite à la chefferie de Moulvoudaye (ou à la sous-préfecture).

Pour résoudre les conflits, une commission choisie par les utilisateurs est mise sur pied. Elle est composée de trois des personnes respectées au niveau des communautés Tupuri, Musgum et Fulbe. Elle convoquera les usagers en conflit et proposera une solution à leur problème.

FONCTIONNEMENT DE LA MARE

Moto Pompe

La moto pompe est rangée chez l'un des utilisateurs résidant à Agoyo Foulbe (Mal Bello).

Le vélo servant à son transport reste chez la même personne.

Le gardien de service vient chercher la bicyclette et la moto pompe pour aller à la mare. Une fois le remplissage des abreuvoirs terminé, il ramène la moto pompe et le vélo au domicile de Mal Bello.

Le Gardiennage

Tout gardien surpris en train de permettre l'abreuvement des animaux dont le propriétaire n'est pas à jour de ses cotisations ou des troupeaux *tchogge*, sera renvoyé sans aucun recours ; un autre gardien sera recruté à sa place.

Les frais du gardiennage sont fixés à 16.000 F par mois pour les trois gardiens. Le trésorier est chargé d'effectuer le paiement contre un reçu signé par les trois gardiens.

DOCUMENTS DE GESTION

Le trésorier doit tenir les documents de gestion, à savoir :

- L'argent cotisé pour les frais de fonctionnement (payés après l'achat du coton) contre remise d'une carte par troupeau.
- Toutes les pièces justificatives des recettes et des dépenses ;
- Pour la première année, le trésorier doit garder une somme de 100.000 F prélevée dans le compte mare pour son fonctionnement ;
- Chaque fin de mois, le comité de gestion convoque une réunion pour faire le bilan de ses activités ;

- Un gardien doit être présent à chaque réunion pour présenter les difficultés qu'il rencontre ;
- Les villages qui ne participent pas aux réunions doivent accepter toutes les décisions prises à l'issue de ces réunions.

NB : Le compte de la mare est associé au compte d'AVA. Il doit être bien précisé sur le relevé de compte d'AVA, chaque fois que le trésorier fait le versement, il doit le préciser au niveau de la comptabilité à Kaélé. Si possible la rémunération de l'avoir du compte mare doit être présidée.

Fait à Agoyo, le 11-09-96

Le président de la mare et son vice ;

Le trésorier de la mare et son adjoint ;

Le secrétaire de la mare ;

Le gardien de la mare ;

L'AGT de Moulvoudaye.

Annexe n°5

REGLEMENT INTERIEUR PROVISOIRE DE L'ASSOCIATION DU YAERE DE MOULVOUDAYE

Chapitre 1 : Les usagers des eaux du yaere de Moulvoudaye

Les usagers des eaux du yaere sont tous ceux qui appartiennent aux AVA ou aux GIC ayant contribué à l'investissement, à condition d'avoir payé une carte d'adhésion à l'AYM ainsi que d'éventuels frais de fonctionnement.

Ils peuvent être répartis en trois groupes :

- 1°) les agriculteurs (maraîchers ou autres) ;
- 2°) les éleveurs (abreuvement d'animaux et pâturages) ;
- 3°) les pêcheurs.

1.1.°) LES AGRICULTEURS

1.1.1.°) Les maraîchers

- Chaque maraîcher doit posséder une carte de membre (10.000 CFA la première année) ;
- Chaque maraîcher doit respecter le *burtol* (chemin à bétail) qui mène jusqu'aux mares du centre de yaere de Goumlaye. Aucune culture ne sera tolérée sur les *burti* ;
- Chaque maraîcher doit respecter le calendrier fixé pour l'irrigation par l'Association du Yaere de Moulvoudaye (A.Y.M.) —cf annexe sur le calendrier— ;
- Chaque maraîcher doit respecter les dimensions des parcelles accordées par l'AYM ;
- Chaque maraîcher doit utiliser les motopompes selon les dispositions prises par l'AYM .
- L'utilisation du matériel de l'AYM entraîne le paiement d'une location dont le montant est fixé par l'AYM.
- Il est interdit de faire du maraîchage dans la retenue ;
- Le non respect des dispositions ci-dessus entraîne le retrait de la carte de membre. Cette sanction sera prise en concertation avec les autorités coutumière et territoriale de Moulvoudaye ;
- Les amendes fixées par les autorités en concertation avec le Président de l'AYM seront reversées dans le compte de l'Association. Les *djaoro* et les 30 représentants de l'AYM sont chargés d'encaisser ces amendes. Un cahier enregistrera ces versements ; des reçus seront systématiquement délivrés.

1.1.2.°) Les propriétaires de champs de karal

Ce sous-chapitre concerne les usagers exploitant des champs dans le yaere de Moulvoudaye (de Bamenda jusqu'à Goumlaï) et les propriétaires de champs de *karal* dans les zones de Daram, Guzuma, Moditane et Burlum.

- Les propriétaires de champs de culture pluviale et de *karal* doivent payer leur carte de membre dont le montant est fixé à 1.250 CFA ;
- A partir du 1er novembre 1996, cette carte coûtera 2.500 CFA. Les coûts de fonctionnement annuel s'élèvent à 200 CFA ;
- Autour des mares de Goumlaï et de Gonaï, les agriculteurs sont tenus de récolter avant le démarrage du maraîchage et doivent libérer les chemins d'accès à bétail dès la mise en exploitation des mares ;
- Le non respect des dispositions ci-dessus entraîne le retrait de la carte de membre. Cette sanction sera prise en concertation avec les autorités coutumière et territoriale de Moulvoudaye.

1.2.°) LES ELEVEURS

Chaque éleveur doit posséder sa carte de membre dont le prix est fixé à 1.250 CFA. Ce montant s'élève à 2.500 CFA au 1er Novembre 1996. La carte donne un droit d'accès aux mares (Goumlaye et Gonay) et à la retenue.

- Chaque éleveur est tenu de maintenir son bétail dans les chemins qui leur sont réservés ;
- Il est interdit de traverser le canal n'importe. Trois zones de passage seront déterminées par l'AYM ;
- Il est interdit aux animaux de marcher sur les digues de Tuppere et de Kotoronke, surtout pendant la saison des pluies ;
- Les troupeaux des transhumants et *tchogge* doivent payer une taxe à l'abreuvement, fixée à 25 CFA par tête. Pour les *tchogge*, cette taxe s'élève à 2.000 CFA par troupeau contre un reçu délivré par l'AYM . Pour la première année, chaque éleveur est tenu de payer une somme de 50 CFA par tête au plus tard le 31 Mai de chaque année ;
- Les transhumants doivent payer les frais par troupeau chez le gardien ou chez les contrôleurs ;
- Le non respect des dispositions ci-dessus entraîne le retrait de la carte de membre. Cette sanction sera prise en concertation avec les autorités coutumière et territoriale de Moulvoudaye.

1.3.°) LES PECHEURS

Chaque éleveur doit posséder sa carte de membre dont le prix est fixé à 1.250 CFA. Ce montant s'élève à 2.500 CFA au 1er Novembre 1996. La carte donne un droit de pêche dans la retenue, uniquement en amont de la digue de Tuppere.

- Il est interdit aux pêcheurs d'élever des diguettes dans la retenue ou dans le canal ;
- Les petits poissons doivent être rejetés dans la retenue afin de grandir ;
- La pêche est interdite dans le canal et dans les mares de Goumlaï et Gonai ;
- L'AYM organisera la pêche à partir du moment où l'eau se trouve contenue dans les trois mares en amont de la retenue. Une mare par semaine sera réservée à l'abreuvement ;
- Pour le fonctionnement, tous les pêcheurs doivent payer une taxe annuelle s'élevant à 250 CFA payable au plus tard le 31 Mai 96 ;
- Le non respect des dispositions ci-dessus entraîne le retrait de la carte de membre. Cette sanction sera prise en concertation avec les autorités coutumière et territoriale de Moulvoudaye.

Pour une bonne application de ce règlement intérieur, l'AYM doit choisir un responsable représentant chaque groupe d'usagers.

Le Lawan de Daram est chargé de régler les conflits et de rendre justice sur son territoire. Dans le cas où les conflits dépasseraient sa compétence, il transmettra l'affaire chez le Sous-Préfet.

Chapitre 2 : Le fonctionnement des aménagements et des équipements

Le respect des règles qui suivent est essentiel pour assurer une bonne gestion et pour économiser l'eau contenue dans la retenue. La surveillance des équipements est assurée par les contrôleurs.

2.1.°) LES VANNES

- Les vannes sont équipées de cadenas dont les clefs se trouvent chez le Président de l'AYM.
- La décision d'ouvrir la vanne incombe au seul Président de l'AYM. Ce dernier ordonne l'ouverture des vannes chaque fois que les motopompes ont du mal à sortir l'eau des deux mares. Le Président doit ordonner la fermeture des vannes lorsque les deux mares sont pleines ;

2.2.°) LES MOTOPOMPES

L'Association ayant décidé d'acheter deux motopompes en 1996, recrutera un gardien qui aura pour rôle d'établir un calendrier d'utilisation de ces motopompes par les petits maraîchers qui n'en possèdent pas (0,5 à 1 quart).

- Ce gardien surveille également les troupeaux transhumants et *tchogge* en demandant les reçus délivrés par le Président.
- Ce gardien touchera un salaire mensuel fixé à 5.000 CFA.
- Les moto-pompes sont rangées chaque soir chez le Président.
- Pour le transport des moto-pompes, l'AYM achètera un « pousse-pousse » qui sera gardé chez le Président.
- L'AYM doit acheter deux bicyclettes pour les déplacements dans sa zone et vers Kaélé. Le bureau des 30 représentants doit décider où les vélos doivent rester.

Chapitre 3 : Gestion financière

3.1.°) ENGAGEMENT DES DEPENSES

- Toute dépense ne dépassant pas 10.000 CFA peut être engagée par le Président;
- Pour toutes dépenses supérieures à cette somme, la décision doit être prise par l'assemblée des 30 représentants ;
- Le Trésorier doit avoir chez lui en permanence une somme de 100.000 CFA pour d'éventuelles dépenses courantes.

3.2.°) PRIMES ET INDEMNITES

- L'AYM paye une prime de déplacement au Président et au Trésorier lorsqu'ils se déplacent dans le cadre de leur travail à Kaélé ou ailleurs. Cette prime est de 1.500 CFA par personne et par jour ;
- L'AYM verse une prime de rendement aux contrôleurs en fin de saison (montant à fixer) ;
- A la fin de chaque réunion des 30 représentants, un repas de midi leur sera offert par l'AYM. Le Trésorier se charge de régler toutes les modalités concernant ce repas de midi. La facture du repas ne dépassera pas 6.000 CFA par réunion (soit 200 CFA par personne) ;
- Lors des réunions du bureau exécutif, l'AYM débloque 1.000 CFA pour leurs repas.

3.3.°) DOCUMENTS DE GESTION

- Les documents de gestion à savoir le carnet de compte d'épargne, les documents des reversements et des retraits, les factures et reçus, le cahier des recettes et dépenses, le cahier d'enregistrement des amendes restent chez le Trésorier ;
- Le Trésorier présente un bilan financier lors de chaque assemblée des 30 représentants.

3.4.°) RYTHME DES REUNIONS

- Le Bureau Exécutif se réunit sur convocation du Président une fois par mois ;
- Les 30 représentants doivent se réunir une fois par mois ;
- Tout représentant qui ne fait pas correctement son travail sera remplacé par un autre représentant de sa zone.

Chapitre 4 : Les contrôleurs

- Au nombre de quatre, les contrôleurs sillonnent le yaere par groupe de deux ;

- Chaque fois que les contrôleurs rencontrent un usager (éleveur, agriculteur ou pêcheur), ils demandent à ce que les cartes de membres leur soient présentées. Si l'usager n'a pas de carte, il est verbalisé et son nom sera transmis au Président de l'AYM ;
- Les contrôleurs veilleront également au respect du parcellaire établi par les maraîchers et au respect du calendrier établi pour l'irrigation des parcelles.
- Les contrôleurs sont supervisés par l'AYM et chaque contrôleur qui fait mal son travail sera immédiatement remplacé. Pour la première année, le choix du remplaçant sera fait par l'Animateur Gestion Terroir et à partir de la deuxième année par l'Association du Yaere de Moulvoudaye.
- Les contrôleurs sont rémunérés par le projet DPGT pour une durée d'au moins 6 mois. Ils sont équipés par l'AYM. Un crédit vélo leur est consenti par le projet DPGT.

Ce texte a été adopté par les 30 représentants de l'AYM, le Samedi 05 Octobre 1996 à Moulvoudaye.

Fait à Moulvoudaye, le 29 Septembre 1996
(Modifié à Maroua, le 8 Novembre 1996)

Annexe n°6

ETABLISSEMENT DE DEVIS POUR LE CREUSEMENT OU LA REHABILITATION DE MARES

Nombre de boeufs	Dimensions de la mare (m)	Volume d'eau*	Volume d'eau / boeuf / an	% d'eau évaporée	Coût du terrassement**	Cofinancement local (15 %)
350	60 x 40 x 4	7.500 m ³	21,4 m ³	54 %	13.125.000	1.970.000
650	70 x 45 x 5	11.500 m ³	17,7 m ³	44 %	20.125.000	3.000.000
1000	70 x 50 x 6	16.000 m ³	16,0 m ³	38 %	28.000.000	4.200.000

* Le volume d'eau est calculé en fonction :

- du nombre de boeufs,
- d'une exploitation de la mare du 01/01 au 15/06, avec une nappe d'eau résiduelle au fond de la mare d'une profondeur minimum de 0,25 m,
- de l'évaporation,
- de la pente des berges de la mare (et donc d'un cubage moindre par rapport aux dimensions en surface)

** Estimation de coût réalisée à partir :

- non plus des coûts forfaitaires de la DT SODECOTON, estimés dans un premier temps à 691 CFA/m³ (sur la base d'un bull-dozer D7, 450 m³ travaillés par jour travaillés par jour), mais en fonction des coûts unitaires réels de la campagne 1996, soit 1750/m³,
- de la possibilité de travailler avec des engins loués à des entreprises,
- d'un talus poussé à 15 m de la mare.

Autres prix :

- Coûts équipements annexes : environ 3.000.000 CFA pour 2 abreuvoirs, avec épandage de gravier, 1 clôture en fil barbelé
- Ouvrages empierrés : prix variable en fonction de la distance de la première carrière, environ 6.000.000 CFA pour un déversoir et un exutoire. Ces ouvrages sont indispensables dans le cas d'une mare creusée sur une pente, même très faible. Ils sont comptés dans les 1750 CFA/m³.
- Moto-pompe, marché de Maroua, avec 9 m de tuyauterie : 300.000 CFA. Pompe à pied CTM = 77.000 CFA (peu recommandable, car trop fragile)
- Km porte-char = +/- 1.000 CFA, comptés dans les 1.750 CFA/m³.
- En cas de chantier HIMO, prévoir 2.100 CFA/m³, soit 1.500 CFA/m³ par personne et par jour + 650 CFA/m³ de frais d'encadrement et d'équipement en matériel (pelles, pioches, brouettes).

CERTIFICAT D'ENGAGEMENT

Cotisation à payer lors du premier paiement coton :

Secteur :
 Village :
 GIC ou AVP :
 Nom du chef de cercle :
Nom du paysan : Signature paysan
 Nombre de boeufs déclarés :
 Valeur UCE :
 Montant à payer :

Volet à conserver par le paysan

SODECOTON / Développement Paysannal et Gestion de Terroirs
 Aménagement de points d'eau

CERTIFICAT D'ENGAGEMENT

Cotisation à payer lors du premier paiement coton :

Secteur :
 Village :
 GIC ou AVP :
 Nom du chef de cercle :
Nom du paysan : Signature paysan
 Nombre de boeufs déclarés :
 Valeur UCE :
 Montant à payer :

Volet à conserver par le responsable du groupement ou par l'agent de crédit

SODECOTON / Développement Paysannal et Gestion de Terroirs
 Aménagement de points d'eau

CERTIFICAT D'ENGAGEMENT

Cotisation à payer lors du premier paiement coton :

Secteur :
 Village :
 GIC ou AVP :
 Nom du chef de cercle :
Nom du paysan : Signature paysan
 Nombre de boeufs déclarés :
 Valeur UCE :
 Montant à payer :

Volet à conserver par l'animateur DPGT

Liste récapitulative des personnes ayant signé le certificat d'engagement

Village :

GIC ou AVP :

[illegible]